

ORGANE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE ANDRÉ-MAGINOT

ISSN 1269-472X

La Charte

91^e ANNÉE

AVRIL - MAI - JUIN 2020 N° 2



LA RETIRADA
Seconde partie

ÉDITORIAL 3

ACTUALITÉS 4

Convention de partenariat
avec l'Union-IHEDN 4

Remise de subvention aux
établissements parisiens 5

À l'honneur 6

DOSSIER 8

La Retirada
Seconde partie : Que sont-ils devenus?

HISTOIRE 26

Mais qui a coulé le *Hunley* ? 26

Le poilu de 1918 :
un brave ou un héros ? 29

1949-1950 Cantho : Un très jeune
Français dans la guerre d'Indochine 35

J'étais à Bizerte en juillet 1961 40

Dans les Balkans avec l'OSCE 43

LA GRANDE-GARENNE 45

VOS SOUVENIRS 46

LES GROUPEMENTS 48

INFOS 50

RECHERCHE 51



1^{re} page de couverture : Montage photographique avec le Monument de l'exil à La Vajol (Haut-Ampurdan, Gérone, Catalogne, Espagne) - photo retournée.
© Bertrand Grondin

4^e page de couverture :
Le sous-marin Hunley devant l'entrée du Musée de Charleston aux États-Unis.
© stgamchick/Flicr

Ancienne Fédération Nationale des Mutilés, Victimes de guerre et Anciens Combattants. L'aînée des associations, créée en 1888 et reconnue d'utilité publique le 28 mai 1933.

SIÈGE SOCIAL ET ADMINISTRATION :
24 bis, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris
Tél. : 01 40 46 71 40
Email : fnam@maginot.asso.fr
Site internet : www.federation-maginot.com
CCP Fédération Maginot Paris 714-96U

DIRECTION ET RÉDACTION :
Directeur de la publication : Henri Lacaille
Rédacteur en chef : Jean-Marie Guastavino
Rédactrice en chef adjointe : Cathy Berjot-Ben Helal
Email rédaction : lacharte@maginot.asso.fr
Email diffusion : fnam@maginot.asso.fr

MAISON DE VACANCES :
La Grande-Garenne
18330 Neuvy-sur-Barangeon
Tél. : 02 48 52 64 00 - Fax : 02 48 52 64 02

RÉSIDENCE ANDRÉ-MAGINOT (EHPAD) :
Tél. : 02 48 52 95 60

IMPRESSION - EXPÉDITION :
Caractère Imprimeur
ZI Delta, 57 Montée de Saint-Menet, 13011 Marseille

La direction de *La Charte* ne peut être tenue pour responsable de la perte ou de la destruction des documents qui lui auraient été spontanément confiés

Au temps du confinement

La période, que nous vivons, est exceptionnelle pour tous les Français comme pour le monde entier. Peut-être cette épreuve d'endurance nous amènera-t-elle à nous interroger sur le bien fondé de notre attitude dans notre existence et sur les comportements que nous devrions adopter, comme de réduire notre précipitation, notre agitation dans notre vie professionnelle comme dans notre vie personnelle ? En particulier, peut-être arriverons-nous à mener une existence plus paisible, une activité plus mesurée, tournée surtout plus largement vers les autres ; et vis à vis de nos associations à avoir plus de contact avec leurs membres et une meilleure connaissance de leurs difficultés ? C'est à souhaiter pour que notre rôle soit bien de veiller à résoudre leurs préoccupations et à aplanir leurs difficultés.

En attendant ce meilleur temps, qui ne manquera pas de revenir, nous avons dû réaménager les programmes futurs proches. C'est ainsi que le congrès se tiendra au domaine de la Grande-Garenne à Neuvy-sur-Barangeon (Cher) le 14 octobre, sous la forme d'une assemblée générale (une seule journée ; pour les présidents seulement, qui voteront). Ensuite, nous avons également modifié la remise des prix du civisme : les lauréats recevront leur prix des mains de leur parrain, au cours d'une petite cérémonie solennelle, et en présence d'un administrateur fédéral, lorsque cela est possible.

Enfin, nous avons lancé la possibilité d'une action de financement de solidarité à destination de nos associations affiliées, pour leur permettre de secourir des institutions – EHPAD, hôpitaux régionaux –



et personnels soignants, par exemple, qui ont des besoins importants et urgents, dans la situation actuelle, et ne trouvent pas de financements adéquats.

Nous pouvons ainsi soutenir ces établissements par l'intermédiaire de nos associations.

Une telle opération sera, pour nous, une belle reconnaissance vis à vis du public et surtout de l'État régulateur et payeur final... et montrera à ce dernier que nous sommes capables d'intervenir sur la quasi totalité du territoire national.

Souhaitons enfin de voir bientôt la fin de cet épisode de confinement, que nous subissons avec patience et résignation.

Sachons ensuite en tirer les meilleures leçons pour l'avenir en espérant qu'un tel évènement ne se reproduise pas de sitôt !

Henri Lacaille
Président fédéral

Convention de partenariat avec l'Union-IHEDN

Le 4 février 2020, au siège de la Fédération nationale André-Maginot, l'Union-IHEDN et la FNAM ont signé une convention de partenariat.

Ce partenariat engage les deux parties à promouvoir les actions :

- du Prix de la mémoire et du civisme pour la FNAM ;
- du Prix Louis-Quinio destiné aux actions des trinômes académiques ainsi que les rallyes citoyens pour l'Union-IHEDN.



© La Charte/FNAM

Subventions aux établissements scolaires parisiens

Le 27 février 2020, la FNAM remettait les chèques de subvention à des établissements parisiens, dans le cadre de leur participation au Prix de la mémoire et du civisme André-Maginot.

Les enseignants des neuf établissements parrainés ont été accueillis par MM. Henri Lacaille, président fédéral, Henri Schwindt, président délégué et président de la commission mémoire, et Daniel Standaert, secrétaire général.

Ces différents établissements ont prévu des voyages au Chemin des Dames, dans la Somme, à Péronne, à Verdun, sur les plages du Débarquement, sur les sites de Normandie, à Berlin et en Pologne.

Depuis plus de 25 ans, la FNAM subventionne les établissements scolaires du primaire



© La Charte/FNAM

au secondaire, partout en France, pour des voyages sur les lieux de mémoire. En contrepartie, les élèves rédigent un devoir qui concourt au Prix de la Mémoire et du Civisme. Les 14 lauréats se voient ensuite remettre leur prix dans les salons d'honneur de l'Hôtel de Ville de Paris, en présence de personnalités civiles et militaires.

Trois de nos administrateurs à l'honneur

**M. Roger Lecot,
promu officier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur**

Roger Lecot est né le 1^{er} octobre 1939 à Sens, dans l'Yonne. Après son certificat d'études primaires, il intègre le monde du travail à 14 ans et choisit le bâtiment. Appelé pour le service militaire, il est affecté, le 1^{er} novembre 1959, au 32^e bataillon du Génie à Rastatt, en RFA. Il est admis à suivre le peloton des élèves gradés, et se porte volontaire pour l'Algérie.

Le 15 mai 1960, avec quatre jours de vivres, il part seul rejoindre le 72^e bataillon de combat du Génie en Grande Kabylie. Immédiatement, il part servir au commando de chasse n° 6, puis au 1^{er} Régiment d'Infanterie à Trézel, sur les hauts plateaux, où il aura l'occasion de s'y distinguer lors d'affrontements meurtriers face au FLN, et sera ainsi récompensé par la Valeur Militaire.

Le 12 mars 1962, c'est le retour à la vie civile, après 28 mois de services militaires.

Il reprend alors son travail dans la construction pendant dix ans. Puis il se reconvertit dans le secteur social. Il aura en charge, un foyer de jeunes travailleurs, l'organisation des logements sociaux et les équipements sociaux culturels. Il

termine sa carrière en qualité de conseiller social le 1^{er} avril 1998, après 45 ans de travail.

M. Lecot mène, en parallèle, depuis 1963 des activités dans la réserve militaire où il servira durant 47 ans ainsi que dans des associations patriotiques.

Il sera 18 années à l'inspection des

réserves et de la mobilisation de l'armée de terre en qualité d'expert national puis de conseiller près le général inspecteur

des réserves, ainsi que, pendant 28 ans, au sein de l'association européenne des sous-officiers de réserve, en qualité de directeur de stage de compétition militaire, et représentant la France à la commission technique du comité central européen.

Il est membre, entre autres, du conseil supérieur de la réserve militaire de 2001 à 2011, administrateur de la FNAM depuis 2002, membre du conseil national depuis 1970 et du comité directeur depuis 1985 de l'ACUF, administrateur depuis 1973 et membre du bureau national de 1982 à 2010 de la FNASOR, et président départemental de l'Yonne depuis 1969, et membre de l'ONACVG de l'Yonne.

Il est officier de l'Ordre national du Mérite, titulaire de la Croix de la Valeur Militaire, de la croix du combattant volontaire d'Afrique du nord et de la médaille d'or des services militaires volontaires.

M. Roger Lecot, administrateur fédéral, a été promu officier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur. Ses insignes lui ont été remis par M. Gérard Couesnon, président de l'Association Nationale des ACVGRMD (Gr 197) le samedi 22 février 2020, dans les grands salons de l'hôtel de ville de Sens (Yonne).



M. René Peter, promu commandeur de l'Ordre national du Mérite

René Peter est né le 27 novembre 1951, à Gap dans les Hautes-Alpes.

En 1971, il s'engage au 4^e Régiment d'Infanterie de Marine à Toulon, pour y préparer l'école militaire de Saint-Cyr. À l'issue de sa formation, il rejoindra, à l'automne 1977, le 425^e Bataillon Parachutiste de commandement et de soutien à Auch.

Lieutenant, il sera détaché dès avril 1978 au sein du 3^e Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine commandé par le colonel Salvan. Il participe ainsi au premier mandat de la FINUL au Liban.

C'est au cours de ce séjour, en mai 1978, qu'il subira son baptême du feu lors de l'attaque de la caserne de Tyr et sera cité à l'ordre de la brigade. Il effectuera encore d'autres missions : au Tchad et en ex-Yougoslavie.

Naturellement, il continuera à servir dans les Troupes aéroportées en franchissant tous les grades, de lieutenant à colonel.

Après son temps de chef de corps du 1^{er} Régiment du Train Parachutiste, il prendra le commandement du Groupement « Aéroportés » de la Section Technique de l'Armée de Terre à Toulouse.



© La Charte/FNAM

Le général Peter entouré de Dominique Burlett (à droite) et Dominique Trébuchet (à gauche), respectivement président et directeur général de la France Mutualiste.

Après plus de 20 années dans sa spécialité et près de mille sauts, il clôturera son parcours militaire en se voyant confier, pour trois années, le commandement de la base de transit interarmées à La Rochelle.

Il a servi plusieurs fois à l'école de Saint-Cyr, comme instructeur : certains de ses élèves ont réalisé une brillante carrière, notamment Jean-François Hoggard, ancien IGAT.

En 2008, il rejoint la deuxième section des officiers généraux. Commence alors pour lui une nouvelle carrière, notamment comme conseiller de M. Dominique Bussereau, alors ministre des Transports.

Parallèlement, il s'investit dans des associations d'anciens combattants, comme président du Gr 08 : l'amicale du 1^{er} Régiment du Train Parachutiste et comme 1^{er} vice-président de l'Union Nationale des Parachutistes. En 2016, il rejoint la FNAM, dont il est aujourd'hui un des vice-présidents, et la France Mutualiste dont il deviendra le secrétaire général l'année suivante.

Dans son département de Haute-Garonne, il devient, en 2016, membre de la commission solidarité de l'ONACVG 31 et vice-président, en 2019. Il est par ailleurs, conseiller municipal de sa commune.

Le général René Peter a été fait officier de la Légion d'Honneur en 2004 et officier de l'Ordre National du mérite en 2000.

Vice-président fédéral, il a été promu commandeur dans l'Ordre national du Mérite. Ses insignes lui ont été remis par M. Henri Schwindt, président délégué, le 27 février 2020 au siège de la FNAM à Paris.



© La Charte/FNAM

M. Guy Saint-Martino, promu officier de l'Ordre national du Mérite

Guy Saint-Martino est né le 5 janvier 1939 à Perpignan (Pyrénées-Orientales). Scout de France, en novembre et décembre 1954, il répond à l'appel de l'Abbé Pierre, lors de ce « terrible hiver 54 », afin de collecter des vêtements chauds et des couvertures, pour les plus démunis et malheureux.

Il se dirige ensuite vers l'enseignement technique puis s'oriente vers l'enseignement commercial. Après avoir passé un examen d'entrée, il est embauché, le 4 novembre 1957, en qualité de « stagiaire hors-cadre » par la Société Générale à Perpignan.

Inscrit à l'Institut Universitaire des Études Juridiques de Perpignan (rattaché à la faculté de droit de Montpellier), Guy Saint-Martino suit les cours de capacité en droit et bénéficie ainsi d'un sursis d'incorporation.

En septembre 1959, il décide de rompre son sursis et rejoint, le 5 novembre 1959, le 6^e Régiment de Dragons « peloton EOR » à Besançon. Pendant ses classes, il prépare le concours d'entrée à l'École de Cavalerie de Saumur. Classé 7^e sur 36 candidats, l'intéressé est désigné pour partir en Algérie.

Il débarque à Bône puis rejoint le 11 mars 1960, le 2^e Régiment de Dragons, en zone saharienne du sud-est constantinois, le long de la ligne « Morice », réseau électrifié séparant l'Algérie de la

Tunisie. Affecté à l'ECS au peloton « Interventions », il participe à diverses actions de combat. En juillet 1961, le régiment fait mouvement plus au nord, au-dessus de Tébéssa, au Kouif, où sont exploitées les mines de phosphate de Constantine.

En septembre 1961, le 2^e Régi-

ment de Dragons est rapatrié en France à Haguenau (Bas-Rhin). C'est là que Guy Saint-Martino rencontre sa future épouse, le 27 janvier 1962.

Le 1^{er} avril 1962, libéré de ses obligations légales, avec le grade de Maré-

chal des Logis (MDL) obtenu en novembre 1960, il retrouve son emploi à la Société Générale à Pau, où il exerce de 1962 à 1971. Après plusieurs affectations et promotions, il quitte le secteur bancaire en 1991 avec le grade de sous-directeur. En 1993, il crée un cabinet d'assurances pour la compagnie Zurich dont il assure la gestion jusqu'à fin 1998. Avec son épouse et ses deux enfants, ils s'installent en Dordogne.

En mars 1991, il adhère à l'UPMRAC (Union Périgourdine, futur Gr 141), où il devient en 1998 trésorier puis secrétaire général et est élu à la présidence en avril 2005.

En juin 2012, il est coopté administrateur de la FNAM. Membre de la commission de la défense des droits et de la commission financière, il occupe également la fonction de trésorier national depuis septembre 2014. Depuis mai 2014, il assure la fonction de vice-président fédéral de la FNCV. Depuis juillet 2006, il est membre du Conseil Départemental pour les anciens combattants et victimes de guerres et pour la mémoire de la nation au collègue « Solidarité ».

Il est titulaire de la Croix du Combattant Volontaire avec barrette AFN. Il est nommé chevalier dans l'Ordre National du Mérite le 14 mai 2010.

M. Guy Saint-Martino, trésorier national, a été promu officier dans l'Ordre national du Mérite. Ses insignes lui ont été remis par M. Alain Clerc, vice-président fédéral et président de la FNCV (Gr 02), le 27 février 2020, au siège de la FNAM à Paris.



© La Charte/FNAM



© La Charte/FNAM

La Retirada

Seconde partie : que sont-ils devenus ?

© M. Marcos-Fonds Jean Peneff



Au col de la Serra, la chaîne : on ne passe pas.

Le retour au pays

Dès le passage de la frontière, les Espagnols sont invités, incités, pressés de retourner dans le pays d'où ils viennent. Cette incitation se poursuivra encore dans tous les camps où seront hébergés des réfugiés.

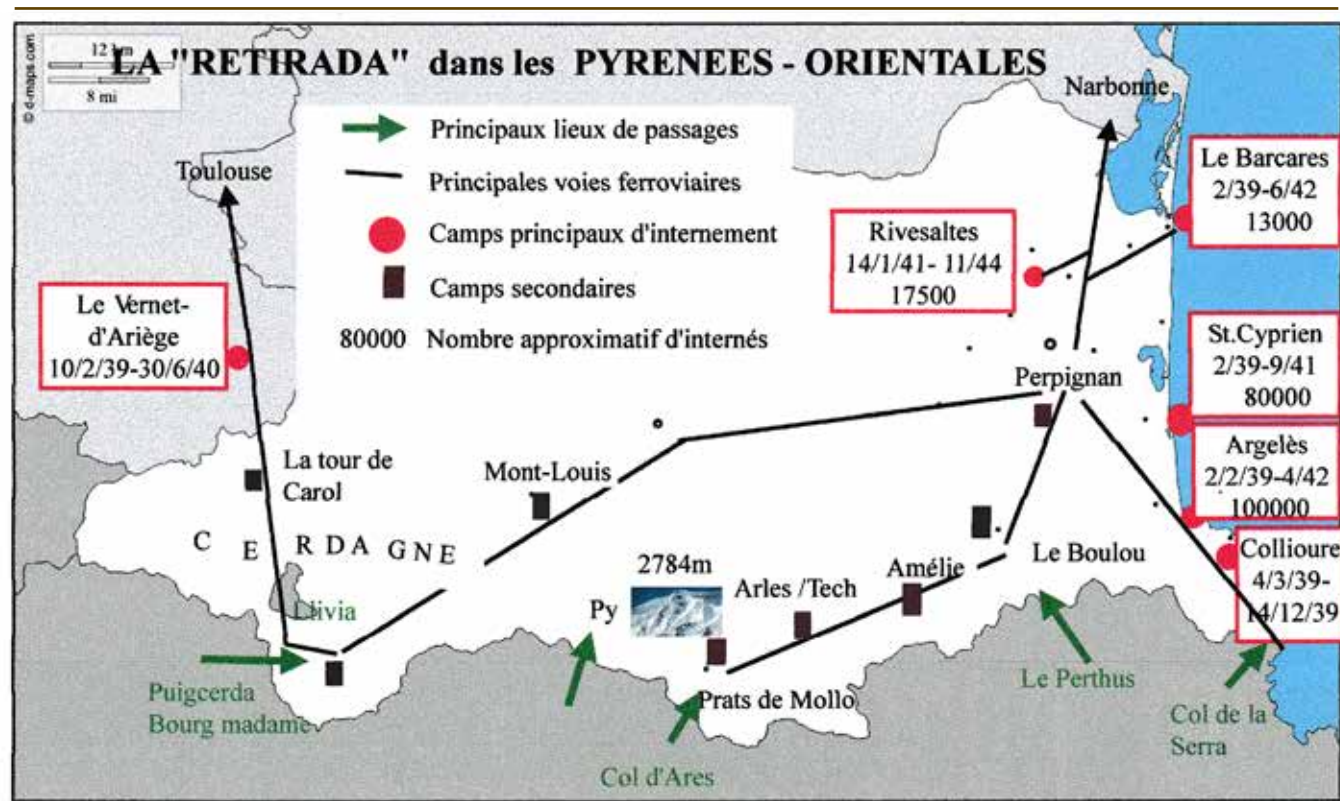
Dès Le Perthus une file « Négrin » (ex-chef de la République espagnole) et une file « Franco » sont installées. Dans cette dernière, se retrouvent les soldats franquistes que les républicains avaient fait prisonniers et traînés dans leur retraite. Un camp leur est réservé à côté de la gare d'Elné. Les rejoindront ceux dont la France veut se

débarrasser, les communistes notoires, les agitateurs, les évadés des camps qui ont été repris. Chaque jour plusieurs trains partent pour Irun, poste frontière où les franquistes sélectionnent.

Près de la moitié des « renvoyés » seront soit fusillés, soit croupiront dans les geôles espagnoles même après la mort du maréchal Franco.

Le tri et les rassemblements

Dès qu'ils sont sur le sol français, les réfugiés sont rapidement triés souvent avec violence.



La Retirada dans les Pyrénées-orientales. Réalisation Michel Lequertier.

Les blessés et les malades rejoignent des centres de soins établis dans la hâte, souvent par des municipalités bienveillantes. Les médecins et infirmier(e)s locaux donnent les premiers soins. Du personnel sanitaire espagnol viendra renforcer les équipes au fur et à mesure des passages.

Les blessés graves seront évacués avec des ambulances espagnoles réquisitionnées sur Perpignan qui devra rapidement installer de nouveaux hôpitaux.

Des communes se saignent pour bien accueillir ces malheureux. Cerdère, Bagnouls, Collioure, Elne, Saint-Laurent-de-Cerdan, Arles-sur-Tech en font partie, d'autres sont plus réticentes, d'autres encore refusent.

Des particuliers accueillent aussi mais ils devront rapidement déclarer ces étrangers qui seront ensuite emmenés, sauf quelques rares exceptions, entre deux gendarmes en application d'un Décret-Loi du 18 novembre 1938. Il prévoit un internement administratif pour les étrangers « indésirables », or ces Espagnols sont considérés comme tels.

Ils seront placés dans des camps de concentration, établis dans le département à partir du 1^{er} février 1939.

Toutes les villes des Pyrénées-Orientales, tous les villages, même les plus petits (Py, 35 habitants voit arriver environ 250 réfugiés passés dans la neige par un col à 2 400 mètres d'altitude) réquisitionnent écoles, salles des fêtes, colonies de vacances, salles de restaurant, halls de gare ainsi que des champs clos. Si les femmes et les enfants dorment dans des lieux couverts, les hommes s'entassent sous les préaux pour les plus chanceux.

« On nous a mis trois jours durant dans un pré complètement enneigé, sans eau, sans nourriture et surveillés par des soldats sénégalais... Nous avons fait beaucoup de dégâts autour de la prairie : tout ce qui était en bois, barrières, abris pour le bétail, arbres, nous l'avons brûlé sans se poser de question. » (Christobal Roblès Martinez). La nuit la température tombait au-dessous de - 10° avec une forte Tramontane.

Les femmes et les enfants de moins de quinze ans seront séparés des hommes par les tirailleurs sénégalais, souvent à coups de crosse, puis embarqués dans des trains qui partiront vers l'intérieur du pays où existent des bâtiments en dur : généralement d'anciennes casernes de 14-18, des forts, des usines désaffectées. Ambérieu, Besançon, Cognac, Dijon, Dreux, Évreux, Orléans, Rennes furent des lieux d'accueil parfois « musclés », le commandant du camp faisant souvent régner une discipline de fer. Il y a eu encore beaucoup d'autres centres jusqu'à ce qu'ils soient saturés.

Des camps de femmes et d'enfants sont alors créés dans le département. « Il pleut sur cette route venant d'Espagne... Il pleut dans la petite ville du Boulou comme il pleut sur la foule devant la gare. Un millier de personnes, des femmes, des enfants. On ne les entend pas. Ils sont assis sur leurs hardes ou debout et attendent un train qui viendra on ne sait quand et qui partira on ne sait où. » (Elsa Triollet).

Certains de ces trains « s'égarèrent » sous les ordres d'un préfet qui estime qu'il y a trop de réfugiés dans son département. Ils se retrouvent à Irun où les attendent les hommes de Franco.

Le tri effectué, après avoir séjourné pour certains dans des camps improvisés, dans la neige, dans la boue, les hommes partent sous bonne escorte vers Céret et Le Boulou, plaques tournantes des passages des réfugiés de l'armée républicaine puis toujours bien encadrés, à pied, sous une pluie battante et un vent glacial, ils sont conduits à Argelès-sur-Mer. « Chaque fois que nous traversions un village, un Sénégalais ou un Arabe sur son cheval et son sabre se postait à l'entrée de chaque rue. »

Les camps de concentration

Argelès-sur-Mer. À l'époque, il s'agit d'une bande de sable entre la mer et un marécage, dû au déversement des eaux du Tech et de la Massane lorsque les coups de vent d'Est viennent fermer les embouchures. Cet emplacement est ainsi plus facile à garder et permet d'éviter, en cas de révolte, que les « réfugiés » ne se répandent dans la plaine du Roussillon.

Le 1^{er} février 1939, des trombes d'eau s'abattent sur le département. Les gués, les ponts en bordure de la mer sont infranchissables.

Le 2, les premiers piquets sont plantés et les rouleaux de barbelés sont déroulés alors que « pendant des heures hier un flot d'hommes, de bétail et de matériel a suivi cette voie albérienne (la route entre Le Boulou et Argelès-sur-Mer, le long de la chaîne des Albères – ndlr). Pendant des heures et des heures, cette hémorragie a coulé sans fin sous les yeux des populations françaises qui ne comprenaient pas... Nous sommes arrivés près d'un village nommé Argelès. On ne nous a rien donné à manger, à boire.

© Fonds Excelsior



5 février 1939, à Argelès, la fouille à l'entrée du camp (dans la boue).

Nous avons tout simplement été jetés dans cet enclos. Nous avons passé la nuit à la belle étoile sans couverture, sans rien. » (Lluis Marti Bielsa).

Des carrés d'un hectare environ sont délimités et séparés par une allée où circulent des gardes armés, des Sénégalais et des Marocains, ces derniers à cheval. Ordre a été donné de tirer sur tout réfugié qui franchirait une allée sans autorisation. Un père dont l'épouse venait d'accoucher dans le carré des femmes et qui voulait embrasser son enfant a ainsi été tué.

Dans ces carrés, pendant plusieurs semaines, aucune construction. En cette saison, il peut neiger jusque sur la plage. Une Tramontane violente, glaciale peut souffler, faisant ainsi voler le sable qui vous cingle telles des aiguilles, pendant de nombreux jours et nuits. Ce vent peut alterner avec un vent marin ou pire d'Espagne dont l'humidité vous glace jusqu'aux os.

Pour tenter de s'en protéger, les internés creusent des trous dans le sable. Des Français leur font passer des matériaux de fortune par dessus les barbelés. Avec une bâche de camion, des roseaux, des tôles, ils

© Musée de la Retirada, Argelès.



Argelès, on dort sur le sable.

© Musée de la Retirada, Argelès.



Argelès-sur-Mer, la plage vers 1938.

confectionnent de fragiles toitures, souvent emportées par le vent.

Pas d'eau autre que celle prélevée dans le marécage et les étangs ou celle tombée du ciel. Pas de tinettes. Il faut faire ses besoins dans la mer. Les femmes se cachent derrière une couverture tendue à tour de rôle par deux d'entre elles. Ce n'est que fin avril que des latrines seront montées, des bidons à moitié enfouis dans le sable sur lesquels sont posés des plateaux de bois. Bidons qu'il faut bien sûr vider régulièrement... dans la mer. Lorsqu'en mars les baraques sont montées, elles n'ont pas de plancher ni de doublage intérieur. 120 hommes pour 60 places par baraque.

Au 15 février 1939, le nombre de concentrationnaires à Argelès est estimé à 97 000, 66 000 à Saint-Cyprien et presque autant au Barcarès. Deux autres camps, pires que les précédents, reçoivent les « durs de durs », les communistes notoires, les évadés repris, ceux qui réclament, ceux qui se rebellent, les délits de droit commun. Ils sont installés au Vernet-d'Ariège (de l'autre côté du col du Puymorens) et à Collioure. Deux « Bastille ».

Les conditions d'internement dans ces deux camps sont terribles au point tel qu'en juin 1939, une « association pour la défense des séquestrés de Collioure » est constituée. Le gouvernement est alerté.

Ce bague sera fermé le 4 décembre 1939. Les 224 derniers bagnards seront conduits au camp du Vernet-d'Ariège où les conditions d'internement ne seront guère plus légères. Y sera aussi conduite la 26^e Division de Durruti, celle des purs et durs, composée de paras, de miliciens et de combattants des Brigades internationales, celle qui résista jusqu'au 8 février avant de passer la frontière à Bourg-Madame dans un ordre impeccable avec 200 camions et matériels modernes.

L'armement et tout le matériel rejoindront un parc immense à quatre kilomètres de la frontière où seront stockés camions, canons, chars, automitrailleuses, motos, side-cars, ambulances et autos de toutes marques.

D'autres parcs sont créés au Boulou, à Rivesaltes, à Villeneuve-de-la Rivière, dans la banlieue nord de Perpignan.

Au Vernet-d'Ariège, chaque jour café-jus de chaussette et 250 g de pain le matin. Lentilles ou riz à midi et soupe à l'eau le soir. Rien de plus pendant des mois. Mais aussi pluies fréquentes qui transforment le terrain aride en énorme borbier. « On meurt de faim, les malades n'ont pas de médicament. L'essentiel nous fait défaut... » (Lluís Salé-Roigé).

Si, fin septembre 1940, les internés espagnols sont dirigés vers d'autres camps, le Vernet reçoit tous les « étrangers indésirables » à forte composante communiste et juive. Les 22 et 23 février 1941, les prison-



Vernet-d'Ariège, les baraques sous la neige.

niers se révoltent contre leurs conditions d'hébergement. Beaucoup s'évadent après avoir neutralisé les gardes. Forte répression. Les repris sont livrés aux Allemands ou déportés dans des camps répressifs d'Afrique du Nord.

Ce camp fonctionnera jusqu'en juin 1944. Les 1 200 derniers internés termineront leur vie à Dachau.

La nourriture fait aussi défaut dans les camps du littoral catalan. Une boule de pain pour trois hommes par jour et pour le reste chacun doit se débrouiller.

Dans les premiers jours de février, les 834 chevaux de la 2^e Brigade Républicaine, passée la dernière en bon ordre au col de la Serra (au dessus de Cerbère), les 300 moutons, les troupeaux de bovins et d'ovins passés par le col de Néoulous, comme tous les troupeaux qui ont passé la frontière à d'autres endroits, serviront à nourrir avec parcimonie les occupants des camps et les militaires français.

Dans les camps de concentration, on y meurt beaucoup car les maladies se développent rapidement : gale du sable, typhoïde, dysenterie, gastro-entérite, tuberculose. Les poux, les rats foisonnent, ces derniers servant parfois de nourriture.

Les allers-retours

« J'ai franchi la frontière le 31 janvier 1939 par Latour-de-Carol avec mes parents et quatre de mes frères et sœurs. On a été mis dans un train pour Rennes alors que mon père et mon grand-père ont été placés à Prats-de-Mollo puis Argelès ». (Antoine de la Fuente)

Au camp de Rennes, l'Allemagne envahissant la France, les autorités françaises doivent renvoyer les réfugiés en Espagne. « On a toujours refusé de rentrer au pays, alors on a été envoyé au camp de Saint-Cyprien puis à celui d'Argelès puis à celui de Bram. La vie devient catastrophique avec la vermine et l'eau saumâtre, puisqu'on avait aucun moyen de faire des réserves d'eau. Le rationnement était minime et la nourriture détestable. 150 g de pain quotidien et une ration de topinambours qui tenait dans le creux de la main ». Ainsi s'exprime Antoine de la Fuente (84 ans). Antoine passera ensuite au camp de Rivesaltes puis au camp de Gurs avant d'être libéré.

Rivesaltes, « Le camp des rats affamés »

Un mégalithe horizontal de 230 m de long, de 18 m de large, au 4/5^e enterré avec quasiment pas d'ouvertures, apparaît quand nous arrivons dans l'îlot F.

©M_Hedelin_-_Region_Languedoc-Roussillon



Le Mémorial de Rivesaltes.

Non, ce n'est pas un Moaï qui n'aurait pas été redressé, mais le Mémorial inauguré le 16 octobre 2015 après 15 ans de gestation et trois ans de construction, érigé à la mémoire des malheureux passés par le sinistre camp de Rivesaltes.

Une longue descente nous conduit au pied de ce qui ressemble à un catafalque. Nous pénétrons dans un passage étroit d'une hauteur haussmannienne, réalisé avec des banches en fin de carrière, une mise en condition.

Un grand hall assez sombre qui se poursuit par un très long couloir. Sous le plancher, certainement une caisse de résonance car le son des pas est amplifié. Pour rappeler le piétinement des hordes miséreuses entrant dans le camp ou embarquées dans les convois de la mort ?

Une fois le couloir passé, une immense salle est éclairée uniquement par des rétroprojecteurs, qui font défiler sur les murs des photos prises dans le camp dans la période 1941-1962. Des néons, fixés à l'intérieur d'une table-vitrine, mettent en évidence les documents présentés retraçant la vie du camp.

© Michel Lequertier



La table vitrine à l'intérieur du Mémorial.

C'est en 1935 que le gouvernement français décide de faire de cette lande totalement inculte un terrain d'entraînement pour son armée ainsi qu'une réserve de munitions pour tout le sud de la France.

Dossier

Des îlots de A à Q sont édifiés au milieu d'une plaine inhospitalière battue par le vent qui s'accélère en tombant du massif des Corbières. Il y gèle en hiver, il y cuit en été. Des bâtiments en dur, mais avec très peu de sanitaires de prévus et d'évacuations. Les eaux usées se perdent dans des puits secs vite saturés.

À compter du 14 janvier 1941, le camp de Rivesaltes servira à désengorger les camps du littoral. 17 500 internés dont 53 % de Républicains espagnols, 40 % de Juifs et 7 % de Tsiganes seront logés dans 150 baraques.

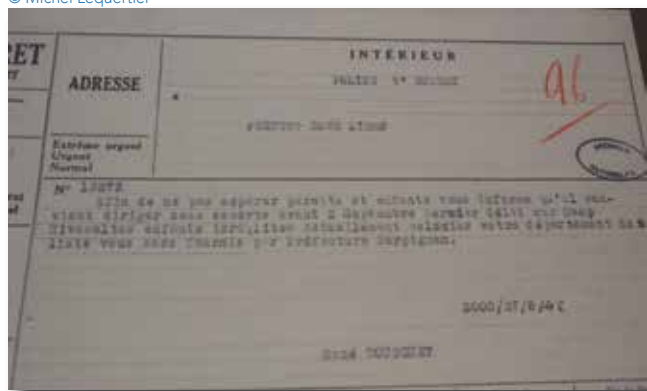
D'un côté, les hommes à partir de 15 ans et de l'autre, les femmes.

« On interne pas, on concentre » dit un ministre de l'Intérieur de l'époque. L'expression « camp de concentration » apparaît alors dans les documents administratifs.

Le 14 août 1942, part le premier convoi de Juifs pour Drancy. Ils seront immédiatement acheminés vers Auschwitz, alors que les préfets de la zone sud reçoivent un télégramme immonde :

**« INTÉRIEUR – Police 9^e Bureau
Destinataires : préfets zone libre :
Afin de ne pas séparer parents et enfants
vous informe qu'il convient de diriger sous
escorte avant le 2 septembre dernier délai
sur le camp de Rivesaltes enfants israélites
actuellement colonies votre département.
31/8/1942 – René BOUSQUET ».**

© Michel Lequertier



Une signature trop abominablement connue. Le sort de ces enfants est scellé.

Cependant, le préfet des Pyrénées-Orientales ignore sans doute qu'il nomme à la Commission de Cryptage, sélectionnant les personnes qui doivent partir pour Drancy, M. Paul Corrazi, militant d'extrême-droite mais aussi membre d'un réseau de résistants. M. Corrazi réussit, avec l'aide d'œuvres humanitaires (Œuvre de Secours aux Enfants, Croix-Rouge Suisse, Maternité d'Elne...) à exfiltrer du camp 2 251 enfants voués à une extermination certaine. Il sera fait « Juste parmi les Nations ».

Pour ceux qui ne partent pas, la vie au camp est atroce.

© Paul Senn, PFF, MBA Berne, Dép. GKS, © GKS, Berne.



Une baraque au camp de Rivesaltes.

L'hygiène est déplorable. Les latrines, placées au milieu des îlots, attirent moustiques, mouches. Les jours de grand vent, comme les tinettes débordant d'excréments, se répandent. Les quelques lavoirs ne sont pas nettoyés et ils baignent dans une mare de boue puisque leurs évacuations sont défectueuses. Une douche par semaine est prévue dans le règlement intérieur, mais le commandement du camp n'autorise qu'une douche par mois à l'eau froide.

Là encore la vermine pullule.

Il manque 10 tonnes de bois mensuellement. Des châlits sont parfois brûlés mais le pire c'est la faim.

Les gestionnaires du camp rognent sur tout. La ration théorique de 275 g de pain se réduit à 200 g par personne et par jour. La direction du camp s'adonne au marché noir. Ma belle-maman porte chaque semaine un colis pour sa belle-mère, sa belle-sœur et un neveu internés. Ils ne reçoivent jamais plus du quart du contenu du paquet, le reste étant prélevé par les gardiens. La sous-alimentation est la principale cause de cachexie¹. De février à juillet 41, environ 40 % des hommes et environ 50 % des nourrissons meurent.

© Paul Senn, PFF, MBA, Berne, Dép. GKS, © GKS, Berne



Un enfant au camp de Rivesaltes.

« La nuit les rats courent partout cherchant leur pitance, allant jusqu'à nous mordre dans notre sommeil » (Narcisse Guasch).

Des œuvres humanitaires interviennent pour faire des distributions alimentaires, créer des activités scolaires et tenter de soustraire les jeunes enfants qui sont envoyés dans des colonies (avant que n'intervienne le funeste René Bousquet). Ce camp héritera du triste surnom de « Drancy du sud ». Les derniers internés seront chargés dans des wagons le 27 novembre 1942 pour une destination funeste et le camp sera alors occupé par l'armée allemande, qui craint un débarquement allié sur la côte sableuse du Roussillon.

1. La cachexie est un affaiblissement profond de l'organisme (perte de poids, fatigue, atrophie musculaire, etc.) lié à une dénutrition très importante.

© Michel Lequertier



Les vestiges du camp de Rivesaltes

Les échappatoires

Dans cette misère spirituelle, physique, quasi insupportable, dans laquelle ont été placés les réfugiés, certains ont tenté de s'en extraire tant en utilisant des moyens légaux qu'illégaux.

- L'évasion. Gare à celui qui est repris. C'est se faire attacher à un poteau pendant plusieurs jours sans nourriture, puis être expédié dans une des « Bastille » ou encore en Espagne avec la mort au bout du voyage.
- L'acceptation du retour avec cachot au bout et parfois pire.
- L'enrôlement dans les Compagnies de Travailleurs Étrangers créées en avril 1939, sous le commandement d'officiers français.

Certaines de ces compagnies participeront au déblaiement du Tech² suite à la terrible inondation du 15 au 18 octobre 1940, mais elles seront vite envoyées dans le Nord et l'Est pour effectuer des travaux de renforcement de défenses militaires. 55 000 Espagnols y souscriront. Capturés par les Allemands, 7 200 travailleurs se retrouveront à Mathausen à porter le triangle bleu des apatrides frappé du S de « Rotspanien » (Espagnol rouge). Seulement 2 000 d'entre eux sortiront de ce camp.

- L'engagement dans la Légion étrangère. La loi française ne permettant pas aux étrangers d'intégrer l'armée française, ils formeront les Régiments de Marche des Volontaires Étrangers. Ils seront envoyés en Alsace, à Narvik. On en retrouvera à Bir-Hakeim, à El-Alamein, lors de la libération de Paris (La 9^e Cie du Régiment de Marche du Tchad surnommée *La Nueve*). Cette dernière poursuivra le combat jusqu'en Allemagne avec des pertes énormes, particulièrement dans les forêts des Vosges. Ces régiments étaient souvent placés en premières lignes.

- Les plus chanceux. Ceux qui ont de la famille, des amis, des connaissances en dehors des camps et qui, usant de leurs relations, peuvent obtenir des « cartes de circulation temporaire ».

... Et à Perpignan

On évite tout afflux massif et les arrivées isolées seront traquées si elles n'ont pas de papiers en règle. Destination le camp des haras à 100 m de la gare et embarquement, tous les deux jours, dans des trains en partance vers les camps de l'intérieur.

La traque aux clandestins tourne à l'obsession. Gendarmes, gardes mobiles, policiers sillonnent la ville. Les établissements publics, hôtels, restaurants, cafés, le Centro-espagnol qui offre des repas gratuits, le Casal

catalana, le Cercle socialiste, l'annexe du Consulat d'Espagne et les locaux d'associations de charité qui accueillent des réfugiés sont perquisitionnés de nuit comme de jour. Des quartiers sont encerclés et les appartements sont fouillés, car il est interdit de recueillir chez soi des étrangers.

Malgré cette chasse à l'homme d'un régime nazi, tous les hôtels sont pleins et la ville met à disposition de l'administration préfectorale des immeubles communaux, des hôpitaux, des fourneaux économiques ou encore les cuisines des hospices.

“ La traque aux clandestins tourne à l'obsession. ”

Les services d'ordre ne pourchassent pas que les individus. Leurs fouilles leur permettent de récolter au 9 mars 1939, 4 500 fusils, 2 500 fusils-mitrailleurs, 2 000 mitrailleuses et 15 000 revolvers.

Les services administratifs sont pris d'assaut pour faire sortir des réfugiés des camps, mais les autorités manient la main de fer pour délivrer les « cartes de circulation temporaire ».

© Michel Lequertier



2. le Tech est une rivière qui descend du Canigou et qui se jette dans la mer.

La liberté n'était autorisée que pour les « élites » et il y en avait vraiment à cette époque : l'ambassadeur de France en Espagne est installé à la préfecture pour organiser le séjour de toutes les personnalités : six ambassadeurs, M. Négrin, président déchu de la République espagnole, quasiment tous ses ministres, les hauts fonctionnaires de l'État républicain – souvent passés par la frontière dans des conditions rocambolesques, nous y reviendrons –, des attachés d'ambassades, des chargés d'affaires, des consuls, des députés, des magistrats, des avocats, des universitaires, des intellectuels et tous les membres du Parlement catalan. Tous, munis de passeports et de visas, peuvent rester en liberté dans les rues de la ville.

Perpignan sera aussi une ville-hôpital. Mais l'hôpital, avec ses 80 lits, est vite débordé. 500 lits doivent être aménagés dans des écoles, des couvents, qui sont également vite saturés. 150 blessés sont évacués sur Castelnaudary, 250 sur Carcassonne, 400 sur Sète et 700 lits seront créés à Béziers.

© Archives départementales des Pyrénées-Orientales - Fonds Chauvin.



Le camp d'Argelès à ses débuts. Quelques poings républicains et un sourire, au milieu.

« Ils venaient à pied depuis Argelès, certains avec toutes sortes de blessures terribles. Ils avaient coupé des branches d'arbre et

fabriqué des brancards de fortune. Leurs plâtres, leurs pansements étaient noirs de boue... Tous étaient maigres, affamés, épuisés. » (Une infirmière de l'hôpital Saint-Louis)

Rocambolesque

De replis en replis, le gouvernement de la République espagnole se retrouve à la porte du Perthus mais, évitant la foule, il s'établit à La Vajol et son ministère de la guerre à Agullana, deux minuscules villages respectivement à cinq et deux kilomètres de la Jonquera. Ces deux villages sont à quelques kilomètres de Las Illas, premier village français de l'autre côté du col de Lli. C'est par le sentier boueux, qui les relie, que des sommités du monde politique et culturel de l'Espagne républicaine vont passer... à pied ! Ils subiront trois fouilles et seront délestés de tous leurs biens y compris de crayons, de gommes et blocs de papier blanc. « Abasourdi, j'eus brutalement la pénible révélation qu'il existait en France la possibilité de déposséder une personne de tous ses derniers biens, de tous ses souvenirs péniblement conservés. » (Guillermo Maté, écrivain).

Le choix de La Vajol n'est pas anodin. La mine de talc va recevoir dès début 1937 toutes les œuvres d'art, les pièces d'orfèvrerie et de joaillerie de Catalogne. Viendront les rejoindre les pièces sorties du Prado et de l'Escorial dont des Goya et des Greco.

Toutes ces œuvres passeront la frontière entre le 2 et 10 février 1939, certaines à dos d'hommes vers Las Illas et les plus grosses par camion par Le Perthus et seront embarquées à la gare de Céret à destination de Genève.

Auparavant, le 20 mai 1938 au Perthus, passent 24 camions « disparates et qui ne paient pas de mine », mais contenant 900 millions de francs en lingots d'or et d'argent. Beaucoup d'autres camions ainsi

chargés passeront la frontière jusqu'au 7 février 1939. Embarqués à Port-Vendres sur un train pour Le Havre, ces lingots serviront à payer une partie de la dette envers les USA.

Le matériel

Des véhicules de tous acabits ont franchi la frontière. Ceux qui n'ont pas été basculés dans le vide se sont répandus dans le département. Des camps de stationnement provisoire ont été rapidement aménagés, mais les premiers véhicules ont réussi à arriver à Perpignan.

Là, les garages sont vite saturés par des automobiles dont certaines ne seront jamais récupérées par leurs propriétaires. Elles seront vite mises sous scellés par le service des Douanes car entrées « illégalement ». Les frais de stationnement s'accumulent sur le bureau des garagistes qui se retournent vers le préfet pour bénéficier du « fonds d'assistance aux réfugiés espagnols ». Ils ne récoltent qu'un contrôle fiscal et une indemnité versée en mars 1942 au minimum 90 fois inférieure au montant des factures présentées. L'État ne remboursera que les frais concernant les véhicules récupérés pour les besoins de l'armée : autobus Ford et Dodge, des camions de l'armée républicaine... et une Plymouth !

© Archives Mume



Du matériel stocké.

Les rues de la ville regorgent de véhicules de tout type, abandonnés par leurs propriétaires.

Un service de récupération et de tri du matériel auto est mis en place dans la banlieue de la ville. Ce camp est vite saturé car du matériel militaire arrive de tous les parcs temporaires installés non loin des postes frontières.

Ce camp de la banlieue deviendra un centre de réparation alors qu'un camp de stockage de véhicules en tous genre sera installé dans une lande couverte de cailloux, en plein vent, au dessus de Villeneuve-de-la-rivière.

“ **Mon père faisait passer des morceaux de pain aux Espagnols à travers les barbelés.** ”

Les conditions d'internement des chauffeurs espagnols seront comparables, tout au moins pendant les premiers mois, à celles des camps de la Côte. Seule différence, les chauffeurs de la Compagnie de Transport Étranger, encadrés par des officiers français, sortent pour effectuer le transport des marchandises destinés aux camps de concentration. « Ils avaient faim. Mon père faisait passer des morceaux de pain aux Espagnols à travers les barbelés. » (Micheline Bertrand). Un troc s'instaure : trois petits outils (façonnés dans la forge du camp) contre cinq litres de vin ou deux miches de pain.

Une estime réciproque naît entre les officiers français et les chauffeurs. Jaime Pallas, nommé responsable du personnel espagnol, écrit : « J'avais une poigne de fer pour mes hommes. On était disposé à servir la France jusqu'au bout. Nous faisons notre travail du mieux possible pour notre bien, pour celui de la France et des Français. »

Nous n'avons pas trouvé d'inventaire précis du matériel espagnol entré en France. Certaines autorités établissant volontairement de fausses déclarations. Lors d'inspections par les autorités allemandes après novembre 1942, des véhicules sont cachés dans les bois et réapparaissent après leur départ. Il en est de même quand le Service des douanes signale le passage de la Commission de Récupération des biens espagnols en France.

Un duel diplomatique va durer jusqu'en 1945 entre l'État espagnol et l'État français. Les Espagnols reprochent à la France, souvent à juste titre, de ne pas respecter un des accords signés en février 1939.

“ **La France doit restituer tous les avoirs espagnols qui ont passé illégalement la frontière.** ”

Une invasion évitée

Au Nord-Est, un Hitler qui vitupère, au Sud un Franco qui reproche à la France ses livraisons d'armes au Gouvernement républicain espagnol. Il faut désamorcer au moins une des deux bombes à retardement. Le Président Daladier fait envoyer un ambassadeur auprès du gouvernement franquiste. Les tractations durent trois semaines avant la signature de trois accords le 25 février 1939.

- 1^{er} accord : « Les gouvernements affirment leur volonté d'entretenir des relations amicales, de vivre en bon voisinage et de pratiquer au Maroc une politique de franche et loyale collaboration. » ;
- 2^e accord : « Chaque État s'engage à surveiller étroitement toute action dirigée contre la tranquillité et la sécurité du pays voisin ». Ce qui n'a pas empêché

© Paul Senn, PFF, MBA Berne. Dép. GKS. © GKS, Berne.



Une vieille femme dans une baraque du camp de Rivesaltes, en 1941-1942.

l'Allemagne d'envahir le nord puis le sud de la France sans que l'Espagne proteste ;

- 3^e accord : « La France doit restituer tous les avoirs espagnols qui ont passé illégalement la frontière :
 - L'or de la banque d'Espagne ;
 - Les armes, le matériel de guerre appartenant au régime républicain ou qui lui étaient destinés ;
 - Le bétail de toutes races entré en France ;
 - Toute la flotte marchande et de pêche ;
 - Tout le patrimoine artistique espagnol exporté depuis le 18 juillet 1936 ;
 - Les dépôts d'or, de bijoux, de pierres précieuses, de numéraire, billets, monnaies, valeurs, titres appartenant à l'État espagnol.

C'est un plein succès pour l'Espagne dont l'économie après trois ans et demi de guerre civile est exsangue.

Si le matériel ferroviaire, dont des wagons blindés, des munitions et 300 tonnes de matériels de guerre, est rendu entre le 10 et 22 mai 1939, si l'or est remis le 10 juillet, la restitution des camions se fait difficilement et les automobiles sont souvent rendues volontairement inutilisables, entraînant des plaintes du régime franquiste.



Le Mémorial du Bacarès dans les Pyrénées-Orientales.jpg

Épilogue

Combien de tous ces immigrés sont retournés dans leur pays après le départ de Franco ?
Combien sont restés dans notre pays ?

Nous ne le savons pas exactement mais le chiffre de 254 000 a été avancé, soit près de la moitié de ceux qui ont franchi, en 1939, la frontière entre l'Espagne et la France. ■

Michel Lequertier

Remerciements

Nous remercions Mme Dupont-Helvia, conservatrice du Musée de la Retirada (26 avenue de la Libération à Argelès-sur-Mer) qui nous a reçus avec une extrême amabilité, a été pour nous une grande source de renseignements et nous a permis d'utiliser les photos. Merci également au *Kunst Museum* de Berne en Suisse pour les photos de Paul Senn.

Bibliographie

De la frontière aux barbelés, Serge Barba, Éditions Trabucaire.

Dans le fracas des camions, Jean Dauriach, Éditions Trabucaire.

Les grands dossiers de *L'Illustration* : *La guerre d'Espagne*.

Au-delà de la Patrie, Archives départementales des Pyrénées-Orientales.

From the fall of Barcelona to the Retirada, Éric Forcada, Éditions Mare Nostrum.

Articles du journal *L'Indépendant*.

Articles des *Derniers bavardages de Perpignan*, gazette familiale et amicale à périodicité incertaine et à tirage limité, parus à l'occasion du 75^e anniversaire de cet exode.

Mais aussi propos recueillis auprès de quelques rescapés et de membres de la famille de mon épouse qui ont vécu ces moments tragiques.

Les autres camps de réfugiés

© Claude Truong-Ngoc

Lors de l'exil des Espagnols durant la guerre civile d'Espagne, les autorités françaises, débordées par cet afflux, regroupent d'abord les réfugiés dans des centres de contrôle ou de triage à la frontière, puis dans des camps de concentration (terme couramment utilisé dans les documents administratifs de l'époque¹) ou d'internement situés, dans un premier temps, dans les Pyrénées-Orientales, à Saint-Cyprien, Argelès-sur-Mer, Le Barcarès et en bordure de mer. Des camps d'internement spécialisés, qui regroupent notamment des Basques et des anciens des Brigades internationales (Gurs), des Catalans (Agde, Rivesaltes), des vieillards (Bram) et la division Durruti (Le Vernet) sont créés à l'intérieur des terres, en février 1939, dans les départements voisins du Roussillon, pour pallier l'engorgement des infrastructures du littoral et aux conditions sanitaires détériorées.

Pour ne citer que deux cas qui viennent de nous être rapportés, on retrouve ainsi M. Manuel Mogrovejo au camp de Gurs, membre de l'ETA militaire et qui s'engage dans l'armée française à 21 ans. Déporté politique, il se retrouve à Mathausen en 1941 où il participe à la résistance à l'intérieur du camp. Il retrouvera la liberté à la libération du camp et fera sa vie en France.

De même M. Diez, réfugié en France en 1936, passe par les camps de St-Cyprien, Argelès et Rivesaltes. Blessé, il est soigné au bateau-hôpital à Marseille. Là, il tente d'entrer à la Légion étrangère, qui le refuse en raison de sa blessure. Il rejoint alors le camp de Gurs puis le château de Ilbariste où il sera opéré. En 1939, il retourne en Espagne où il se retrouve dans un camp de travail franquiste, puis il effectue son service



Camp de Gurs, panneau mémoriel 1980.

militaire obligatoire. Relâché en 1943, il rejoint la France en 1947 et s'installe dans les Ardennes. Concernant le camp de Gurs, il racontera, entre autres, à ses enfants, que ce dernier était composé de quartiers plus ou moins insalubres.

Mais, parmi tous ces exilés espagnols, on omet souvent ceux qui débarquèrent en Afrique du Nord, alors qu'ils furent dix mille. D'abord détenus dans des camps, pour cause de potentielle dangerosité, ils deviennent très vite une main d'œuvre indispensable en temps de guerre. En Algérie notamment, ils sont affectés aux chantiers du Transsaharien dès 1939. Ils ont pu s'intégrer facilement dans l'Ouest de l'Algérie, en particulier dans le département d'Oran, où la langue espagnole était implantée depuis le XVII^e siècle. Plusieurs témoins nous rapportent être allés avec eux à l'école sans que des discriminations se fassent jour, suggérant que cette langue commune a facilité grandement leur intégration.

Sources : Wikipédia, témoignages de Mme Mogrovejo, épouse de Manuel Mogrovejo, de M. Xavier Diez, fils de M. Diez, et plusieurs témoignages oraux qui souhaitent rester anonymes.

1, Le ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, l'emploie dans un sens « lénifiant », lors de sa conférence de presse au début de février 1939 : « Le camp d'Argelès-sur-Mer ne sera pas un lieu pénitentiaire, mais un camp de concentration. Ce n'est pas la même chose ».

M. Vincent Zaragoza témoigne

Je suis ce qu'on appelle un fils de « la Retirada ».

Mes parents ont fui l'Espagne en janvier 1939, à la fin de la guerre civile, avant que Barcelone, pilonnée par les bombardements de l'armée de Franco, ne tombe définitivement. Mon frère et ma soeur aînée ont été précipitamment évacués en camion, avec tous les élèves présents à l'école ce jour-là, par une directrice soucieuse de la survie des enfants.

Ma maman, avec mon frère de deux ans dans les bras et une couverture, réussit, avec l'une de ses sœurs et ma grand-mère, à quitter la ville sous les bombes et à s'enfuir en direction de la France.

Début février 1939, ma maman et quelque 450 000 réfugiés sont « accueillis » dans un camp de concentration sur la plage d'Argelès-sur-Mer. Elle ne sait pas ce que sont devenus ses enfants, ni son mari qui a été désarmé (il était Guardia de Asalto) et interné dans le camp de concentration de Bram (Pyrénées-Orientales).

Ma mère et ma tante sont évacuées avec leurs bébés vers un petit village de la Manche (Montmartin-sur-Mer), où, par la Croix-Rouge internationale, elle apprend que ses enfants sont hébergés dans une institution à Audincourt (Franche-Comté). Ma mère « s'enfuit » pour aller récupérer ses grands, qui étaient sur le point d'être renvoyés en Espagne avec d'autres enfants « volontaires pour retourner au pays » et dont l'administration n'a pas connaissance de la situation des parents.

Pour quitter son camp de Bram, mon père se porte volontaire pour une campagne d'arrachage de betteraves à Oissery (Seine-



et-Marne). Il obtient un certificat de travail et d'un salaire autorisant le regroupement familial.

En avril 1940, la famille est enfin à nouveau rassemblée et je viens au monde neuf mois après...

Après quelques errances dans les fermes de la région, mes parents trouvent enfin refuge dans un petit village d'Eure-et-Loir : Conie-Molitard.

J'y ferai et referai la guerre d'Espagne et la Retirada, aux cours de réunion familiales où la tribu réfugiée en France (une trentaine de personnes) se retrouvait pour s'amuser, rire, sans oublier d'entretenir le souvenir de ceux qui étaient morts au combat ou qui pourrissaient dans les geôles de Franco.

Je porte en moi la blessure de l'exil de mes parents, une blessure cependant moins douloureuse que celle de mes frères qui sont nés en Espagne et qui y ont perdu leur enfance, une blessure qui ne cicatrise jamais.

Si mon enfance à Conie a été misérable (les nazis ont envahi la France, nous vivons

en zone occupée), elle n'en a pas été pour autant malheureuse. Avec mes frères et sœurs et mes cousins germains, nous formions un clan très soudé. Au village, on nous appelait les « Spingouins ». Pour la majorité des habitants, nous étions des « voleurs de poules », des gens dont il fallait se méfier.

Si le « clan » n'a pas rencontré de véritables difficultés, c'est peut-être parce que nos parents nous chapitraient souvent, qu'il nous fallait, en toutes circonstances, avoir une conduite irréprochable, ce qui était presque toujours le cas. C'est aussi parce que le « maître d'école », les familles qui avaient un proche prisonnier en Allemagne et, paradoxalement le curé, se montraient bienveillants à notre égard. Et c'est surtout parce que, entre nous, nous ne parlions que catalan, un avantage considérable par rapport à nos copains d'école qui nous enviaient nos conversations et nos fous rires, desquels ils étaient exclus.

“ **Alors, je deviens
le premier Français
de la famille.** ”

En 1950, la santé précaire de mon frère Lif oblige mes parents à venir habiter à Orléans. Ma grand-mère maternelle, ma tante Teresa et sa famille émigre en Argentine, où mon oncle Joaquin est parti en éclaireur deux ans plus tôt. Nous récupérerons leur logement. J'y vivrai une adolescence sans histoire, si ce n'est quelques épisodes malheureux où l'on me fait bien sentir que ne suis pas Français, ce que j'ai toujours considéré comme un avantage non négligeable !

À la fin de mes études secondaires, je réalise que mon avantage pourrait devenir un handicap. Étranger, il me sera impossible d'imaginer une quelconque carrière dans

l'administration par exemple, par ailleurs la condition modeste de mes parents compromettrait mon ambition de faire des études supérieures à Paris, ne pouvant bénéficier d'une bourse. Je décide alors de devenir Français.

Fils de réfugiés politiques espagnols, né sur le territoire français, bénéficiant du protectorat de l'office français de protection des réfugiés et apatrides, la loi m'autorise, à ma majorité (21 ans à l'époque), le choix de ma nationalité.

Je n'attendrai pas ma majorité pour faire ce choix. Il me sera difficile de convaincre mon papa, bien qu'il comprenne mes raisons, parce que d'une part, c'est pour lui une espèce de reniement (même si je lui jure qu'au plus profond de moi je resterai toujours Espagnol et, qui plus est, Catalan !) et d'autre part, surtout parce que c'est la guerre d'Algérie et, qu'en tant que Français, je serai contraint d'y faire mon service militaire...

Alors je deviens le premier Français de la famille et, effectivement, deux ans plus tard, après être passé par l'école militaire d'infanterie de Cherchell, je « fais la guerre d'Algérie » en tant que sous-lieutenant.

En 1986, le premier ministre du gouvernement espagnol, Felipe Gonzales, fait voter une loi autorisant l'octroi de la nationalité espagnole aux enfants de réfugiés, devenus étrangers.

J'ai alors fait toutes les démarches pour recouvrer ma première nationalité, pour mon papa, à qui j'avais promis de rester espagnol, et parce que si, depuis toujours, j'étais considéré comme un Français ou un Espagnol « entièrement à part », je me suis toujours senti comme un Espagnol et un Français à part entière.

“ **Un Espagnol et un Français
à part entière.** ”

M. Henri Lacaille témoigne

Je n'ai pas les mêmes souvenirs que Consuelo Fuentes ou Joseph Lopez, parce que nous sommes arrivés en Aveyron, réfugiés à notre tour, mais venant de Paris en mai 1940. Les réfugiés espagnols étaient déjà là depuis quelques mois. Ils avaient été attirés par le maire de notre commune, un ancien de 1914, qui savait bien que les nombreux hommes du village ne reviendraient pas tous du front, morts ou prisonniers.

“ **La municipalité leur fit ouvrir des maisons abandonnées** ”

Les réfugiés espagnols représentaient alors une main d'œuvre intéressante pour la commune : c'étaient dans l'ensemble de bons ouvriers et il y avait parmi eux des paysans, souvent des bergers habitués au bétail, en particulier aux moutons et aux chèvres qui constituaient une bonne partie du cheptel des agriculteurs de la commune.

Ils étaient tous démunis de tout et la municipalité leur fit ouvrir des maisons abandonnées ou inoccupées, leur fournit quelques vêtements et un peu d'argent liquide... et des moutons en surnombre dans tel ou tel foyer du village.

Quatre-vingts ans après, certaines de ces familles sont toujours dans le village et y sont totalement intégrées à la population gauloise, cousine proche de ces Ibères perdus.

À la fin de la guerre, beaucoup d'hommes jeunes de cette « colonie » républicaine espagnole se sont retrouvés dans les maquis, luttant contre les ennemis communs,



L'église de Villeneuve. La partie gauche de l'église date de 1050, la grande nef à droite est du 14^e siècle et la flèche du clocher est d'un modèle 1880.

allemands voire pire – il y eut quelques SS stationnés chez nous.

Je ne sais pas si ces républicains espagnols ont accueilli, en septembre 1943, en fugitifs, les Croates mutinés contre leur encadrement allemand dans la division *Das Reich*. Ce soulèvement fait l'objet d'une commémoration à Villefranche-de-Rouergue, au mois de septembre tous les ans.

De la même façon, tous les ans à la fête médiévale de Villeneuve, en juillet, la principale famille ex-républicaine espagnole, se retrouve au complet – il y a eu huit enfants, tous grands-parents aujourd'hui – et ils fêtent leur cohésion française avec nous.

Ils ont, en effet, accompli leur scolarité chez nous, après avoir appris le français, à l'école « laïque » (publique) et fait leurs études à Villefranche, Rodez ou Toulouse. Je n'en ai pas connu dans mon école (« religieuse ») où j'ai passé une partie de l'Occupation. La coupure était nette à l'époque.

Peut-être ai-je joué sur la place de la mairie ou sur le « Sol de la Dîme », une belle esplanade avec vue sur la campagne, avec tel ou tel rejeton de ces familles : c'est là que l'on se retrouvait pour jouer au ballon ou aux billes. Je n'en ai pas le souvenir spécifique car ces « Espagnols » se sont tout de suite

fondus dans la population locale, cousine assez proche des Catalans ou des Aragonais. Et, aujourd'hui, tout cela est bien oublié et n'est jamais mis en avant pour les élections ni dans la vie courante. Nous savons seulement que la famille X vient d'Espagne, mais quand est-elle arrivée ?

Cérémonies du 8 mai

Les cérémonies du 8 mai, cette année, ont revêtu un caractère inédit et particulier puisqu'interdites au public en raison de la pandémie de Covid-19.

Le président de la Fédération Maginot a pu, néanmoins, se recueillir et déposer une gerbe au monument aux Morts de son lieu de confinement, Villeneuve (12260), en Aveyron.

Le soir du 8 mai, lors du ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe à Paris, une petite délégation de drapeaux, composée du drapeau de la FNAM, du drapeau serbe et du drapeau grec, a pu célébrer la capitulation de l'Allemagne nazie et la fin des combats en Europe et ainsi rendre hommage aux combattants de la Seconde Guerre mondiale.



Le Musée des Beaux Arts de Berne (Suisse)

Le musée des Beaux Arts ou Kunst Museum de Berne est le plus ancien musée d'art de Suisse. Il abrite des œuvres couvrant huit siècles d'Histoire, de la période gothique à l'art contemporain. Cette collection est constituée de plus de 4 000 toiles et sculptures, ainsi que de 50 000 dessins, œuvres graphiques, photographies, vidéos et films.

Dans le cadre du projet Paul Senn, le Musée des Beaux-Arts de Berne travaille, depuis 2004, à la réorganisation des archives du reporter Senn. Une banque d'images a été créée, à consulter sur le site web www.paulsenn.ch. Elle donne accès à tous les reportages de Paul Senn. Certaines de ses photos ont été utilisées pour illustrer l'article

© Kunst Museum Bern



La Retirada seconde partie, aux pages 14, 15 et 19 de ce numéro.

Ses reportages suisses ne se limitent pas à la représentation idyllique, mais traitent bien souvent de problèmes sociétaux dont certains font seulement aujourd'hui l'objet d'une prise de conscience plus large.

Mais qui a coulé le *Hunley* ?

Le *Hunley*, de l'armée des États confédérés (Sudistes) lors de la guerre de Sécession, fut un des premiers sous-marins de l'histoire.

Le premier submersible opérationnel est à visée militaire, le *Turtle*, une machine en forme d'œuf propulsée manuellement par une seule personne, conçue par l'ingénieur américain David Bushnell et son frère. Pendant la guerre d'indépendance des États-Unis, le *Turtle*, essaie de couler sans succès le *HMS Eagle* britannique dans le port de New York en 1776.



Presqu'un siècle plus tard, le *Hunley*, en 1864, au large du port de Charleston en Caroline du Nord coule un navire en bois de l'Union, le *Housatonic* (Nordistes), mais il disparaît lui aussi sans qu'on en connaisse les raisons. Son épave, identifiée en 1970, est remontée en 2000.

Ce petit sous-marin, environ 12 mètres de long et 1,20 mètre de diamètre, comme le *Turtle*, utilisait la propulsion humaine : sept hommes actionnaient une manivelle pour entraîner l'arbre de l'hélice. Il était conçu pour attaquer les navires de l'Union qui faisaient le blocus des ports du Sud.

© American Civil War Museum – Chapman Paintings Portfolio



Le torpilleur sous-marin *H.L. Hunley*, le 6 décembre 1863.
Réalisé par Conrad Wise Chapman.

Son seul armement consistait en une torpille en cuivre de la taille d'un « fût de bière », rempli de 60 kg de poudre noire, portée depuis la proue au bout d'un tangon d'environ sept mètres de long. Quand la torpille entra en contact avec la coque du navire ennemi une explosion devait se produire, détruisant la coque et créant une voie d'eau, qui faisait couler le navire.

Les ingénieurs de l'époque pensaient que l'explosion provoquerait également un recul du sous-marin, le mettant ainsi à l'abri des débris du navire qui venait d'exploser.

Le 17 février 1864, le *Hunley* s'approche jusqu'à faire exploser la torpille contre

la coque du *Housatonic* qui coule très rapidement. Le *Hunley* disparaît également sans qu'on puisse en expliquer la cause et on en perd la trace jusqu'en 1970.

L'examen de l'épave du sous-marin, une fois renflouée en 2000, n'apporte aucun élément de réponse à la question.

Pourquoi le sous-marin a-t-il coulé ?

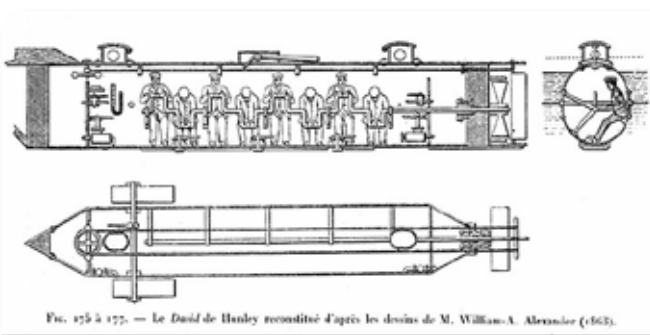


FIG. 175 à 177. — Le *Dard de Hunley* reconstitué d'après les dessins de M. William A. Alexander (1862).

Sous-marin confédéré *H.L. Hunley*.

Dessins en coupe publiés en France, basés sur des croquis de William A. Alexander, qui a dirigé sa construction.

Ces dessins en coupe, d'un auteur inconnu du début du XX^e siècle, décrivent bien le *Hunley* malgré quelques erreurs :

1. L'arbre de l'hélice était décalé vers tribord (et non au centre) pour équilibrer le poids de l'équipage assis à bâbord.
2. Les membres de l'équipage faisant tourner l'arbre de l'hélice étaient au nombre de sept et non huit, le huitième était le capitaine.

Construite en acier très résistant, celui des chaudières, la coque, certes rouillée, avait bien résisté et ne laissait apparaître ni fissure ni perforation responsable d'une voie d'eau. Une tuyauterie abîmée aurait pu être mise en cause mais son examen ne révéla aucune implication dans le naufrage. Le mystère resta intact.

D'autant plus qu'à l'intérieur du *Hunley*, une nouvelle énigme se posa alors : les huit membres de l'équipage (sept aux manivelles et le capitaine) n'avaient ni bougé, ni tenté de fuir. Les squelettes sous-mariniens ont été retrouvés comme pétrifiés à leurs postes d'origine.

Une équipe de l'université de Duke (États-Unis), conduite par le Dr. Rachel Lance, s'est penchée sur l'étude d'explosions dans l'eau de charges proches de modèles réduits de sous-marins sur les tissus mous d'animaux (foie, poumons, cerveau...). Cette équipe en a déduit que l'onde de choc, consécutive à l'explosion, a été responsable de la mort de l'équipage. Cette onde, qui progresse très vite dans l'eau, aurait détruit les poumons et provoqué une perte de conscience des membres de l'équipage entraînant la mort très rapidement voire instantanément. Selon l'équipe de chercheurs, « le sous-marin a été paralysé, il a ensuite dérivé à cause de la marée et a fini par sombrer ».

Le mystère a enfin été éclairci et, tout comme chez Hitchcock dans « Mais qui a tué Harry ? », c'est la victime, le *Hunley*, qui est elle-même à l'origine de sa fin.

© Hunley.org



Des enfants en visite au Warren Lasch Conservation Center, où se trouve l'épave du *Hunley*

Le casque Adrian et l'onde de choc

Toujours à l'Université de Duke, d'autres chercheurs étudient l'effet des déflagrations sur les tissus animaux et humains. Un article de recherche récent d'une équipe de quatre chercheurs, dirigée par Joost Op 't Eynde, a testé l'efficacité des casques de la Première Guerre mondiale comme protection des ondes de choc, provoquant des hémorragies cérébrales.



Curieusement, le casque français *Adrian* de 1915, plus léger que ses homologues étrangers, serait ainsi plus efficace que les casques britannique et allemand. Il serait même supérieur aux casques actuels américains pour protéger le cerveau de la déflagration.

L'auteur de l'article s'en étonne car le casque *Adrian* est fait d'un acier similaire à celui des autres casques et qu'il est le plus léger des trois. Il pense alors que le cimier du casque *Adrian* 1915 peut être à l'origine de cette particularité. Initialement, le cimier a une fonction militaire : il sert à grandir la silhouette de son porteur pour mieux impressionner l'adversaire puis devient un ornement de parade.

Sur le casque *Adrian*, il a pu être conçu d'une part comme ornement et d'autre part comme élément pouvant amortir les chocs verticaux de matériaux projetés lors d'une explosion, en s'écrasant sur la bombe du casque. Il s'avère aujourd'hui qu'il pourrait aussi dévier l'onde de choc provoquée par la déflagration et ainsi protéger le cerveau du soldat. D'autres études sont toutefois nécessaires pour confirmer ou infirmer cette théorie.

Les effets de l'onde de choc étaient déjà bien connus depuis la Seconde Guerre mondiale, période à laquelle se développe la pêche à l'explosif. Bien qu'illégale, car extrêmement destructive pour l'environnement et surtout les coraux, la pêche à l'explosif consiste à bombarder une zone de mer, ce qui envoie une puissante onde de choc et tue ainsi les poissons dans un rayon de 50 à 70 mètres aux alentours. Il suffit ensuite de les récolter à la surface. À Palau archipel philippin, pendant la guerre, on fournissait aux pêcheurs des grenades à main et d'autres explosifs pour qu'ils approvisionnent en poisson les troupes d'occupation japonaises. Après la guerre, de nombreux insulaires sont devenus spécialistes des explosifs. Très rentable, cette pratique est largement répandue en Asie du Sud où environ 40 % des poissons proposés proviennent de la pêche à l'explosif.

Les effets constatés sur les poissons (hémorragies, lésion des organes de la cavité abdominale...) confirment les résultats des études menées à l'Université de Duke sur le sous-marin *Hunley*. ■

Jean-Marie Guastavino
Avec tous nos remerciements au
Dr. Rachel Lance

Sources et remerciements :

Dr. Rachel Lance, Duke University, USA.

In the waves - My quest to solve the mystery of a civil war submarine

The New Explosive Theory About What Doomed the Crew of the 'Hunley'
Smithsonian magazine, March 2020
David Williams, CNN

Estelle Lévêque, « L'édition du soir », *Histoire*, jeudi 24 août 2017. *Le mystère du naufrage du sous-marin Hunley résolu.*

Hervé Ratel, *Le mystère du sous-marin « Hunley » résolu : coulé par sa propre torpille !*, *Sciences et avenir, Mers et océans*, 27 août 2017.

Warren Lasch Conservation Center
Hunley.org

Journal des Combattants du 23 mars 2020

Le poilu de 1918 : un brave ou un héros ?

Lors de l'inauguration de l'ossuaire de Douaumont en 1927, le maréchal Pétain qualifiait ainsi les poilus à la fin de la Grande guerre : « [...] soldat expérimenté, confiant en lui-même et dans ses camarades, orgueilleux de sa réputation, il montait en ligne, assurément sans enthousiasme, mais sans faiblesse, sentant peser sur lui l'exigence des nécessités supérieures de la patrie ; il accomplissait son devoir jusqu'à la limite de ses forces [...]. » Comme nous allons le voir, cette appréciation montre qu'il n'y avait pas que le changement d'uniforme qui différençait le poilu de 1914 de celui de 1918.

Le soldat insouciant de 1914

Le 23 août 1914, à la veille du baptême du feu de sa compagnie du 144^e régiment d'infanterie à Lobbes en Belgique, le capitaine Charles de Menditte, qui avait combattu au Tonkin avec ses légionnaires, se demandait quel serait le comportement de ses 250 soldats bordelais insouciant voire inconscients, qui, pour lui, « [...] étaient de bons petits soldats, un peu hâbleurs, un peu vantards mais facile à conduire, de grands enfants mal préparés par leurs parents, par leur époque, par leur milieu, à l'énorme dépense d'énergie que demande le combat » ?

Le baptême du feu a été conforme à ses prévisions. Terriblement impressionnés par les tirs des mitrailleuses allemandes, les hommes restaient terrés dans les fossés comme « des moutons apeurés un soir d'orage ». Aussi, quand un ouragan de feu, de fer et de fumée se déchaîna sur la compagnie « [...] Mes hommes éperdus,



allongés les uns contre les autres jetaient sur moi des regards terrifiés de bêtes traquées et semblaient demander grâce [...]. Ils me fixaient tous et leurs prières muettes semblaient me dire : « Oh, mon capitaine où nous avez-vous conduits ? ». Ce jour-là, la 4^e compagnie laissa sur le bord de la Sambre le cinquième de son effectif. Bousculé par les Allemands, le régiment entama ensuite une longue retraite coupée par le coup d'arrêt de Guise. Le combat du 30 août coûta encore 62 hommes à la 4^e compagnie « fauchés comme le blé mur » par l'artillerie allemande.

Après une retraite désordonnée, poursuivie en permanence par l'artillerie allemande, puis la participation à la bataille de la Marne suivie de l'exploitation jusqu'au mur de l'Aisne, la 4^e compagnie du 144 RI, épuisée par plus de 400 km de marche de jour comme de nuit, ayant perdu les 2/3 de ses effectifs, trouva son salut dans les tranchées. La guerre de

mouvement avait pris fin au bout d'un mois de combat sans répit.

En 1914, c'était bien la peur qui sévissait. Pour survivre, il fallait maintenant s'enterrer et apprendre à survivre dans des conditions qui allaient vite devenir inhumaines.

Le soldat de 1914, mal préparé à subir une telle tuerie et confronté à l'apprentissage d'une nouvelle forme de guerre due à la prééminence des canons et des mitrailleuses, avait encore beaucoup de choses à apprendre pour devenir le poilu aguerri de 1918.

Le poilu professionnel de 1918

Quatre ans après, ayant connu l'enfer des tranchées et des grandes offensives qui provoquèrent des hécatombes dans les rangs de tous les belligérants, le soldat insouciant du début de la guerre, avait été amené à changer complètement de mentalité et de comportement. D'un côté comme de l'autre, les combattants s'étaient adaptés tant bien que mal à leur nouvelle condition de vie qui conditionnait leur survie. Dans une large mesure, de gibier le poilu s'était progressivement transformé en chasseur. Était-il pour autant un homme nouveau qualifié d'invincible héros comme certains l'auraient souhaité ?

La dernière opération qui allait conduire le 415^e régiment d'infanterie aux ordres du chef de bataillon Charles de Menditte, du franchissement de l'Aisne à celui de la Meuse entre le 1^{er} et le 11 novembre 1918, permet de mesurer le chemin parcouru et cette mutation des soldats novices en poilus aguerris et professionnels.

Le moral a toujours été un élément déterminant pour le soldat. Sortir enfin des tranchées infectes en juillet 1918 était un moyen de mettre un terme à cette guerre inhumaine de taupes, qui n'avait que trop duré. La tran-

chée, avec son horizon cerclé de barbelés, c'était Verdun ou le Chemin des Dames, synonymes d'enfer. En sortir pour reprendre l'offensive, c'était se laisser glisser sur « le toboggan » de la victoire selon la formule du maréchal Foch.



Charles de Menditte.

Les poilus du 415^e RI sont donc repartis au combat après le franchissement de l'Aisne le 2 novembre. Même si les conditions climatiques étaient médiocres en cette époque de l'année, les combattants étaient prêts à supporter cette situation. La mission de repousser les Allemands au-delà de la Meuse était pour tous un motif d'espoir.

En novembre 1918, le patriotisme restait encore une valeur partagée par les cadres même si, par lassitude, elle s'était ternie au cours des dernières années chez les soldats. En se battant maintenant dans les Ardennes, chacun avait le sentiment et même la fierté de participer à la revanche de 1870. Pas question de faiblir alors que l'ennemi reculait et que la victoire était à portée de main. La haine du « Boche » restait aussi une motivation. Considéré comme le responsable des quatre années de guerre, de l'occupation d'une partie de la France, de la mort ou des blessures de nombreux camarades, de la destruction d'une partie du pays... le « Boche » restait l'homme à abattre.

Dans cette phase de l'opération, consistant à repousser, jour après jour, les formations de la Garde prussienne qui se repliaient, tout en manifestant des signes de démoralisation, le moral des soldats était naturellement élevé. Les compagnies enchaînaient chaque jour

des combats victorieux, sans pertes importantes, et étaient accueillis comme des héros dans les villages par une population libérée. Avec l'arrivée massive des Américains, les poilus du 415^e RI étaient conscients que la chance avait nettement tourné en faveur des Alliés.

C'est dans les derniers jours de la guerre, que se mesurent réellement les caractéristiques du poilu de 1918. Au moment, par exemple, où, la Meuse ayant été atteinte, les ordres étaient donnés en pleine nuit à ces hommes de reprendre sacs et armes pour repartir à l'attaque sans renseignement sur le terrain ni sur l'ennemi, et sans moyens de franchissement de la Meuse ! Comment expliquer que les ordres de franchir la rivière, mission considérée dans la journée comme irréalisable par le général Boichut, commandant la 163^e division d'infanterie, ont été exécutés sans la moindre récrimination dans la nuit ? L'obéissance et la soumission n'expliquent certainement pas tout.

Le consentement ou la volonté d'en finir alors que la fin de la guerre était imminente, sont des explications partielles. En fait, après quatre années d'une guerre particulièrement sanglante, la nature même des hommes et leur comportement avaient changé. L'esprit de corps basé sur le patriotisme, le drapeau, les engagements du régiment depuis sa création, les citations attribuées par le commandement, les décorations collectives ou individuelles... avaient forgé un sentiment d'appartenance à une collectivité où la solidarité, le sens de l'honneur, la bravoure et la fierté tenaient une grande place.

Pour beaucoup, la cellule familiale dans laquelle chacun se sentait à l'abri, faisait partie du passé. Celle qui comptait aujourd'hui, c'était la cellule de substitution – l'escouade ou la section – dans laquelle chaque soldat avait sa fonction et surtout mérité sa place.

Chaque escouade entretenait même une forme d'indifférence pour tous ceux qui n'en faisait pas partie. L'intégration régulière des nouveaux soldats dans sa nouvelle famille passait par l'épreuve du feu. Une initiation destinée à souder les membres de l'escouade et à renforcer sa cohésion, au cours de laquelle les anciens montraient leur savoir-faire, parfois avec panache, pour apprendre aux jeunes à se dépasser à leur tour et assurer la relève. C'est au combat que se forgeaient les liens entre frères d'armes, car dans l'escouade, la vie d'un camarade justifiait tous les sacrifices. Cette solidarité n'interdisait pas une certaine hiérarchie entre anciens et bleuets. Georges Chambaz, adjudant du 3^e bataillon du 415^e RI parlant de Verdun, disait même que « celui qui n'a pas fait Verdun n'a pas fait la guerre » ?



Les cadres du Bataillon Lebreton.

Cette cohésion du groupe se manifestait aussi par la volonté de chaque soldat à tenir son poste et à le rejoindre au plus vite même en cas d'indisponibilité. La perspective de l'armistice, annoncée par tous les journaux, aurait justifié cette prudence.

C'est ainsi par exemple que le lieutenant Frouté, à peine remis de sa dernière blessure, demanda à reprendre le commandement de sa section de la 2^e compagnie avant le début de l'offensive. L'adjudant Chambaz, gazé et évacué en juillet 1918, avait promis au capitaine Lebreton de revenir dès que

possible pour terminer la guerre à ses côtés. Le caporal Augustin Brun de la 1^{re} compagnie s'est fait tuer dans le bois de Sapogne le 8 novembre 1918, alors qu'il revenait des obsèques de son frère, tué quelques jours auparavant dans l'Aisne. Ce comportement est aussi celui de l'aspirant Laurent, tué le 10 novembre au cours d'une contre-attaque allemande. En convalescence après une troisième blessure, il était revenu pour reprendre sa place à la tête de sa section estimant simplement que « c'était son devoir ».

Quant au sergent D'Hoker, tué lui aussi le 10 novembre 1918, il avait retardé de quelques jours une permission pour la naissance de son fils, en déclarant simplement : « ce n'est pas le moment de quitter les camarades ». Les exemples ne manquent pas pour montrer cette solidarité et ce sens du devoir. Et pourtant, ce n'est pas faute d'appréhension ou d'intuition comme le pressentiment d'Augustin Trèbuchon, vieux poilu de la classe 1898, qui s'était porté volontaire en 1914 pour défendre la patrie alors qu'il était soutien de famille. Agent de transmission à la fin de la guerre au 415^e RI, il avait déclaré qu'il « sentait qu'il ne reviendrait pas » au moment de rejoindre son régiment à l'issue d'une rare permission. Il a été le dernier soldat français tué les armes à la main sur le front occidental à 10h50, le 11 novembre 1918.

Lors des combats, chaque cellule avait ses propres règles et ses interdits. Sur le terrain, c'était l'instinct grégaire et les réflexes collectifs qui comptaient. Le courage de chacun était inséparable de celui des autres. Les soldats constituaient ainsi un groupe humain soudé au sein duquel le salut individuel n'avait pas réellement de sens. La camaraderie, la solidarité et la confiance étaient à la base du comportement de ces hommes. La vie individuelle ne se concevait alors que dans un cadre collectif où tout était partagé. Ces sentiments conditionnaient

leur survie à court terme. Ils avaient le sentiment de défendre leur territoire en combattant avec acharnement un ennemi qui avait cherché à les détruire et qui avait occupé une partie du pays pendant quatre ans. « C'était lui ou moi », comme

l'avait dit le soldat Bontemps au lieutenant Froté, après avoir tué un Allemand, père de deux enfants, près de la garde Vrigne-Meuse le 10 novembre, ce qui ne l'empêcha pas d'être ensuite rongé par le remord jusqu'à la fin de sa vie. La mort d'un membre de l'escouade devait impérativement être vengée avant que celui-ci ne soit pleuré et regretté. L'esprit de vengeance était un élément déterminant dans la motivation des poilus engagés dans l'action.

Confiance dans la valeur de l'encadrement de contact et solidarité sont à la base de la fraternité d'armes qui unissait ces hommes qui supportaient les mêmes souffrances. Rares étaient ceux qui n'avaient pas été blessés pendant la guerre et qui, à cette occasion, n'avaient pas ressenti l'importance de cet esprit de solidarité et de camaraderie.



Augustin Trèbuchon.

“ *la vie est un combat
et la mort une injustice* ”

L'esprit de sacrifice était aussi une valeur nouvelle généralement admise. Après quatre années de guerre, chacun savait que la mort pouvait survenir à n'importe quel moment et de manière aléatoire. Elle était même devenue familière. Une raison pour éviter de trop s'attacher et d'approfondir des relations comme en temps de paix.

En 1918, les poilus savaient bien que si la peur restait individuelle, le courage était collectif. Seul on n'était rien, mais ensemble, on était capable de tout. L'exclamation « Ave Boichut, morituri te salutant ! » du lieutenant Bonneval le 10 novembre à 5h30 du matin, avant de franchir la Meuse pour aller affronter un ennemi indéterminé, résonne comme une provocation teintée d'insouciance.

Patriotisme exacerbé, agressivité, fatalisme, mais surtout solidarité... permettent d'expliquer le comportement de ces soldats amenés à accomplir des actes insensés et irrationnels au nom de la discipline, du respect des ordres et de l'engagement du groupe. Parmi eux, beaucoup se battaient avec l'énergie de ceux qui se considéraient comme des morts en sursis. Ces hommes avaient appris que « la vie est un combat et la mort une injustice ».

En quatre ans, le soldat français s'était aguerrí au contact de l'Allemand qui, lui, depuis 1914, pensait déjà que « ce qui est important c'est de vaincre, non de vivre ». Une réflexion qui s'est trouvée reprise et développée en France notamment par le lieutenant-colonel Quinton qui, curieusement, commandait l'artillerie lourde déployée au profit de la 163^e DI, lors de la dernière offensive sur la Meuse. Dans ses *Maximes sur la guerre*, il théorise et glorifie le combattant nouveau qu'il qualifie de héros.

D'après lui, « femmes, parents, enfants, tout s'estompe à la guerre. L'homme qui combat n'a plus de passé ». Pour lui, la survie des poilus reposait en grande partie sur l'instinct guerrier acquis et développé pendant la guerre, ainsi que sur la grandeur morale du devoir et la capacité de sacrifice de chacun pour « sauver la race ». Mais le culte du « héros qui n'est pas là pour vivre mais pour servir », son attrait pour « la guerre

qui est une passion de l'âme » a aujourd'hui quelque chose d'irréel et d'inquiétant. Pour le lieutenant-colonel Quinton, « c'est la dureté de la guerre qui fait sa sainteté ». Le héros n'est pas sanctifié pour autant, car « le héros a d'autant moins de mérite qu'il ne croit pas à la mort. Il joue la guerre comme une comédie... La guerre lui paraît sans danger. Invulnérable dans son état de somnambule, les blessés, les morts lui paraissent des figurants qui tombent sur la scène. Les coups ne sont pas pour lui, mais pour les maladroits. »

Le héros de 1918 du lieutenant-colonel Quinton serait-il un « Rambo » avant l'heure ou déjà un robot déshumanisé ? En tous cas, c'était déjà un fanatique bien loin du poilu du 415^e RI, le 11 novembre 1918 à 11 heures, qui était heureux de pouvoir dire

« *J'ai eu une sacrée veine
d'être sorti vivant de l'enfer
de la bataille* »

« j'ai eu une sacrée veine d'être sorti vivant de l'enfer de la bataille... Tu te rends compte, je vis ! »

Les réactions des combattants, juste après la sonnerie du « cessez-le-feu » de l'Armistice, sont celles de soldats fiers d'avoir accompli leur devoir, mais sans aucun regret de voir la guerre terminée. Pourtant, les réactions montrent que la perspective d'avoir à reprendre une vie normale à la ferme ou à l'usine, a été vécue par certains comme un profond traumatisme. Comment en serait-il autrement ? On ne sort pas indemne d'une telle expérience.

Avoir participé à la dernière offensive de la guerre entraîna un changement important dans les relations entre ces combattants. Avoir combattu côte à côte, avoir supporté les mêmes misères et partagé les mêmes angoisses, avoir été parfois sauvé par un camarade... ont alors donné naissance progressivement à des liens d'amitié et même de fraternité. C'est ainsi que progressivement,



Une compagnie du 415^e RI.

un véritable esprit de famille s'est substitué à l'esprit de corps traditionnel avec d'autant plus de force que, le 415^e RI ayant été dissous, ils avaient le sentiment d'être devenus des « orphelins ».

Cet esprit de famille se renforça avec le temps dans le souvenir vivant de tous ceux qui avaient été tués, avec qui on avait partagé tant de malheurs et d'épreuves, et dont on voulait se persuader qu'ils n'étaient pas morts pour rien et qu'on ne les oublierait jamais. Ils étaient les gardiens de la mémoire.

Chaque pèlerinage à Vigne-Meuse le 11 novembre, sur ce qui fut le dernier champ de bataille, permettait de leur rendre visite comme à un ami et de relater des moments dramatiques. C'était aussi l'occasion d'aller sur le terrain et de faire revivre ces souvenirs impossibles à partager avec ceux qui n'avaient pas fait la guerre ou vécu les mêmes expériences.

Il ne s'agissait pas pour autant de nostalgie. Avoir fait la guerre ensemble et en être sorti ensemble, avait créé des liens particuliers basés sur le sentiment d'appartenir à une communauté fraternelle au sein de laquelle le comportement héroïque de tous était mis en avant, plus que le héros.

Les anciens combattants du 415^e RI avaient finalement plus la mentalité du « brave », auquel Bonaparte faisait référence dans sa déclaration après la bataille d'Austerlitz, que celle d'un héros dépourvu de toute humanité que certains auraient souhaité promouvoir. Le poilu de 1918 était un « brave » fier d'avoir réalisé un exploit collectif.

C'est d'ailleurs l'héroïsme collectif de ces combattants qu'il avait eu « le périlleux honneur de conduire au feu » que le chef de bataillon de Menditte mettait en exergue dans son ordre du jour du 11 novembre 1918 quand il écrivait : « [...] Le dernier jour de la guerre a été pour vous un jour de gloire. Vous avez réalisé ce tour de force de franchir la Meuse sur deux planches devant la Garde prussienne en position et bien armée. Le 415^e ne rend pas le terrain qu'il a conquis et pendant toute la journée d'hier, vous avez repoussé les furieuses contre-attaques d'un ennemi exaspéré par votre audace [...] »

« [...] L'ordre était de passer la Meuse côte que côte, le régiment a passé [...] ». Si la route avait été sanglante, le régiment et son drapeau méritaient le respect pour avoir rempli la mission. ■

Alain Fauveau
Petit-fils de Charles de Menditte

1949- 1950 Cantho

Un très jeune Français dans la guerre d'Indochine

Me revoilà en Indochine, c'est mon deuxième séjour¹, il faut que j'aille cadenasser la grille ; c'est l'une de mes missions. Nous avons la bonne idée et le privilège d'habiter la maison qui se trouve à l'angle de la caserne de Cantho.

En réalité, nous n'en occupons qu'une partie dans une cour entourée d'un mur qui nous sépare des deux rues, formant l'angle du quartier avec, au coin, un petit blockhaus.

L'autre partie de la maison abrite le poste de transmission de la caserne. De ma chambre, je peux entendre les exclamations quand des messages importants arrivent de l'autre côté du mur ; c'est ainsi que mon père a appris par moi certaines nouvelles avant tous.

Une mitrailleuse trop fantaisiste

Donc me voilà en train de passer la chaîne qui va bloquer les deux battants du vieux portail de bois, pas très costaud ni très haut, destiné au passage des véhicules, donc rien de compliqué mais... en face, de l'autre côté de la rue, ce sont les rizières et, plus loin, la limite de la jungle par où le Vietminh s'approche d'habitude pour tirer sur la caserne.

Certains jours, il m'arrive de courir sur les diguettes et même de traverser dans la boue de la rizière, mais là c'est le crépuscule je suis un peu tendu.

Un plongeon dans la plate-bande de fleurs, des crêtes de coq et canas, derrière le mur



de clôture. Des cris ! De l'autre côté, les militaires s'agitent... Plié en deux, je me précipite dans notre maison, on n'entend aucun autre tir. Mon père rigole ! C'est

1. Premier séjour : 1939-1946, fait prisonnier par les Japonais le 9 mars 1945.



Le pistolet mitrailleur (mitraillette) Sten.

la mitraillette de la sentinelle, une STEN probablement, qui a fait des siennes. Nous en avons une et j'ai été mis en garde contre ce défaut. Elle percute au moindre choc.

Le poste de garde se trouve juste dans le prolongement de notre mur, à une dizaine de mètres de notre portail et lorsqu'une attaque du Vietminh se précise, les militaires viennent installer une mitrailleuse dans notre petit blockhaus, cachette ombragée pour les jeux d'enfants le jour, poste de défense la nuit.

Les attaques du Vietminh

Je dis « lorsqu'une attaque se précise » car, en fait, c'est presque toujours le même scénario.

Tous les quatre ou cinq jours, nous nous attendons à une attaque de nuit et, à la nuit tombée, nous écoutons anxieusement le meuglement des crapauds-buffle. Un vrai vacarme, mais signe de paix qui nous sert de berceuse.

Quelques coups de feu au loin, parfois un échange de tir dont on perçoit des lueurs au-dessus de la lisière des bananiers. Au loin, c'est un poste qui déraille. Les pauvres ! Espérons qu'ils s'en tirent. Comme la semaine dernière.

Ce soir, ce n'est pas pour nous, on peut dormir après avoir écrabouillé les trois

moustiques, qui avaient réussi à se glisser sous la moustiquaire. Les crapauds n'ont pas bronché, dormez braves gens !

Soudain, le silence...

On se réveille en sursaut : qu'est-ce qui se passe ? Pourquoi ils se sont tus ? On se retourne, moite sur les draps pour se rendormir, mais l'oreille aux aguets... toujours pas de crapauds.

La chambre n'a pas de porte et un court mur de refends (donc épais) la sépare du bureau situé en façade, qui reçoit de temps à autres les balles égarées. La mère de famille, qui couchait dans la chambre à côté, vient chercher son plus jeune fils et le force à rester accroupi derrière ce pan de mur, qu'ils ne quitteront qu'à la fin de l'attaque. L'aîné des garçons, moins docile, rejoint à quatre pattes le jeune gendarme Petit-Jean², qui loge à la maison lorsqu'il vient en permission, et qui lui montre par la fenêtre les balles traçantes « tu vois : les petits traits rouges ? Entre chaque petit trait, il y a 10 balles ! »

“ **Cette fois-là, pas de bravade, une vraie trouille, accroupi derrière le mur de la chambre.** ”

Le spectacle est vite interrompu lorsque des tuiles sont cassées au-dessus de leur tête. En bas, les militaires de la caserne sont passés par une petite porte à l'arrière de la cour et ont installé leur arme automatique qui tire quelques courtes rafales par le créneau face à la rizière. L'autre créneau fait face à la fontaine, pas question de tirer de ce côté habité. Après une attente qui semble interminable, le silence se rétablit... jusqu'à une prochaine nuit.

2. Flamand ou Flamant ; un des gendarmes occupant les postes le long des routes du secteur. Petit-Jean était notre hôte préféré, plus permissif que d'autres.

Mon père, l'adjudant-chef de gendarmerie responsable du secteur, partait en inspection des postes, sans prévenir et sans escorte, (pour ne pas alerter les espions vietminh), avec ou sans son adjoint Thieu, gendarme vietnamien qui avait toute notre estime. Un matelas était roulé à l'arrière de la jeep derrière les sièges : sécurité contre les attaques par l'arrière, et confort pour son installation dans un poste avancé.

Le gendarme en poste qu'il remplaçait avait alors permission pour se rendre à la ville la plus proche, Cantho, pour quelques jours. Nous avons la chance d'accueillir ces jeunes gendarmes chez nous.

Ce genre d'attaque se produisait donc souvent avec la même intensité, sauf une fois où ce fut beaucoup plus intense, on aurait cru que les VB tombaient par caisses entières, accompagnés de grosses déflagrations de mortiers puissants puis de la réponse française, en un déluge de bruit, d'explosions. Cette fois-là, pas de bravade, une vraie trouille, accroupi derrière le mur de la chambre.

Je n'ai jamais été amené à tirer un coup de feu, même si mon jeune frère, âgé de 9 ans, et moi avions chacun notre mitraillette enfermée avec les autres armes, dans une malle en fer qui était décadénassée les soirs d'attaque et certains dimanches soir.

Une enquête

Lors de l'une de ces attaques, mon père, qui avait passé une nuit de guet à l'étage de notre maison, avait constaté une anomalie. Le lendemain matin, il me propose de venir avec lui dans la Jeep, et nous voilà partis dans la campagne. Lui en uniforme blanc et chaussures de ville en cuir parfaitement cirées, et moi très heureux car j'adorais monter dans cette Jeep Willis neuve. Comme tous les jours de semaine, j'étais habillé d'un

© Jacques Chevalier



short, d'une chemisette et pieds nus. Arrivé près d'une caserne, dont le portail était surmonté d'une inscription en vietnamien, j'ai droit à une explication.

Il faudrait que j'aie patauger dans la rizière en face de cette caserne pour vérifier quelque chose. Je me suis donc aventuré sur une diguette, puis dans la boue, pour examiner des poteaux électriques en ciment et d'autres en bois. Suivant les indications qui m'avaient été données, j'ai pu relever les détails constatés. Nous avons ainsi pu vérifier que la 12,7 de cette caserne avait tiré sur la caserne française de Cantho. La nuit, les flammes de départ de tir semblaient provenir de là et, sur place, les traces d'impacts relevées sur les divers poteaux électriques montraient parfaitement la trajectoire et la ligne de tir de cette arme, confirmant les soupçons de la veille. Après cette constatation, j'ai passé un long moment seul dans la voiture. Mon père, très remonté et qui n'avait pas l'habitude de mâcher ses mots, est allé voir les autorités du camp. Étaient-ce des Binxuyen ou des Hoa Hao ? Ma mémoire me fait défaut. Je n'ai d'ailleurs jamais su exactement comment s'était passée l'entrevue ni quelles suites avaient été données par la gendarmerie ou le commandement militaire. Voilà comment un jeune garçon a contribué à une enquête militaire au Vietnam.

La vie ordinaire

Pour mon frère et moi, les jours de semaine étaient consacrés un peu à l'étude, et beaucoup à des jeux de gamins dont des courses poursuite dans la rizière, ou parfois en barque dans la rue inondée par un orage de mousson. Malgré les accrochages avec le Vietminh, il fallait aller à l'école.

Le collège Phan Than Gian était souvent fermé pour des fêtes cumulées françaises ou vietnamiennes ou pour des grèves fréquentes et liées, semble-t-il, à la politique vietnamienne. Par ailleurs, tous les cours étaient donnés en Vietnamien donc nous n'assistions qu'aux cours de Français, ce qui nous laissait énormément de loisir. Il n'y avait que deux élèves français au collège : Jean Pailloux et moi. Nos mères s'étaient organisées pour nous inculquer, l'une les mathématiques et l'autre la grammaire et l'orthographe. J'étais un très mauvais élève. Sur l'étagère du bureau, parmi les livres scolaires, figuraient quelques intrus militaires dont mon préféré : *Le manuel du fantassin*³. Au lieu de faire mes devoirs, j'y apprenais en douce les positions de tir dans une embrasure de fenêtre, à éviter de marcher en ligne de crête, l'installation d'un poste de tir, etc.

Le dimanche

Le dimanche était marqué d'une manière spéciale. Le matin, il fallait revêtir un costume short et veste blanche. Et, hélas ! Mettre des chaussures. Puis, en Jeep, nous étions déposés à l'église pour la messe. En certaines occasions, nous assistions au lever des couleurs (drapeau jaune aux trois bandes rouges) à la caserne des élèves Gardes du Vietnam, baptême de promotion suivi d'un buffet avec les diverses autorités ou parfois déjeuner au mess.

L'après-midi en famille, pièce de théâtre, gala des jeunes militaires vietnamiens, ou goûter-apéritif chez les relations ou quelques amis français de la ville. Le soir, moment très intime en famille, nous avions droit à une boîte de rations de l'armée à partager. Notre favorite était la boîte bleue que l'on ouvrait en découpant le côté avec une petite clé soudée sur le dessus. Cette ration d'origine anglaise comportait des mets inhabituels dont nous étions friands. La boîte de ration française était moins appréciée, mais nous amusait bien en voyant la gêne de nos parents faisant rapidement disparaître le préservatif qui accompagnait les cigarettes.

Certains dimanches, la suite de la soirée se passait dans le petit salon du rez-de-chaussée : là, sous l'œil attentif paternel, nous nous entraînions à démonter chacun notre Mat 49 puis à le remonter en bon ordre de plus en plus vite puis, dans l'obscurité.

Notre père nous faisait baver d'admiration lorsque, de son côté, il nettoyait sa Mauser 40, prise de guerre aux Allemands par son frère, résistant en Lorraine, et reçue en cadeau en 1948.



3. Le livre était épais comme un guide Michelin et le titre, dont je ne suis plus certain, était peut-être « Voltigeur ».

© Jacques Chevalier



Notre mère était l'objet de taquinerie, nous vidions les chargeurs de mitraillette et elle devait les regarnir de balles. Ce qu'elle n'aimait pas vraiment.

Il n'y avait pas de télé, pas de jeux électroniques et cet « amusement » pouvait s'avérer plus qu'utile dans les circonstances où nous vivions. Lors du réveil, il nous arrivait de trouver dans ce petit salon du rez-de-chaussée, des balles qui s'étaient tordues contre le mur, écaillant le plâtre ; elles avaient traversé les persiennes en bois faisant un petit trou, sans casser de vitre car il n'y avait ni fenêtre ni vitre. Nous pouvions ainsi vérifier leur trajectoire et constater qu'elles étaient passées à hauteur de tête, là où nous aurions pu être assis.

Nous n'avons jamais, à mon souvenir, eu d'attaque de jour, mais nous avions, mon frère et moi, à notre disposition en cas de besoin une caisse de grenades, ouverte, posée tout en haut, sur une petite armoire. Les instructions, que j'avais reçues de mon père, étaient de monter discrètement à l'étage, si la maison était envahie, et de balancer des grenades, dégoupillées bien sûr, dans le salon, si nos parents étaient

© Jacques Chevalier



prisonniers... les grenades quadrillées anglaises ou américaines de préférence.

Nous n'avons jamais eu à le faire ni à tirer un seul coup de feu, bien que nous ayons été entraînés au tir par notre père, lorsque nous l'accompagnions à la chasse au cours de son congé en France en 1948.

Le séjour à Cantho s'est terminé en 1950. Le retour en France était devenu indispensable pour les études des enfants et surtout pour la santé de notre mère, qui ne supportait plus la peur et l'angoisse dans laquelle elle vivait en permanence. Nous allions à nouveau être séparés de notre père qui allait poursuivre sa mission. Pour nous, désormais, la journée ne serait plus marquée par le clairon dont nous connaissions par cœur les notes et surtout les paroles : le réveil « soldat lève-toi, lève-toi bien vite ; ... », le repas « C'est pas d'la soupe c'est du Rata ; c'est pas d'la... mais ça viendra ! » et surtout, la fin de la sieste obligatoire : « Debout les bleus, la sieste est finie, laissez dormir ces pauvres anciens, qui partiront peut-être demain ! » ■

Jacques Chevalier
Gr 09

J'étais à Bizerte en juillet 1961

Le 19 juillet 1961, à Bizerte en Tunisie, j'ai eu mon deuxième rendez-vous avec la guerre.

Mon premier rendez-vous, c'était le 14 avril 1944. Après une dénonciation, l'occupant avait mis le feu à la maison de nos voisins dans le Jura. Nous ne le savions pas mais nous étions entourés de maquisards dans notre entourage, ceux-ci étant trop âgés pour aller au combat. Je vois encore la grand-mère qui sortait précipitamment de la maison serrant dans ses bras quelques vêtements. Il n'est rien resté dans l'incendie de la maison. Longtemps j'ai regardé un morceau de bois calciné qui pendait le long du mur. Ma grand mère me serrait la main et nous regardions, impuissantes, les flammes qui dévoraient la toiture.

Puis, cela a été les années d'après-guerre, avec son lot de privations et de rationnements.

“

À la radio, [...] on annonçait que la ville était bombardée. ”

En novembre 1960, j'ai rejoint mon mari, sous-officier dans l'armée de l'Air, qui avait été affecté au Fort Kébir à Bizerte. Un hiver et un printemps tranquilles jusqu'à ce mois de juin qui vit arriver, du sud de la Tunisie, des bandes de jeunes manifestants qui se répandaient en hurlant dans les rues de la ville avec des slogans et des cris contre la présence des Français sur le territoire.

Notre petit logement était en rez-de-chaussée, en face de la porte d'entrée de l'immeuble. Par le trou de la serrure je



regardais le défilé, restant cloîtrée pour me sentir à l'abri. Pour calmer mes nuits d'angoisse, j'avais glissé un grand couteau de cuisine sous mon oreiller.

Les manifestations ont duré jusqu'à ce mercredi 19 juillet 1961. C'était vers 16h00. Un hélicoptère français, qui survolait la ville, a été l'objet d'une rafale de mitrailleuse. Cela a été le début de mon deuxième rendez-vous avec la guerre. À la radio, vers 10 heures du soir, j'ai entendu qu'on annonçait que la ville était bombardée. En fait, ce n'étaient que des fusées éclairantes qui étaient tirées.

Le lendemain matin, une amie est venue me chercher pour que l'une et l'autre ne restions pas seules. Celle-ci était secrétaire dans une agence de transport, en centre-ville. L'immeuble dans lequel elle travaillait abritait les réunions de membres du FLN, venant d'Algérie.

Le lendemain matin, j'ai alors réalisé que je n'avais même pas mes papiers. Je suis donc retournée, seule, à mon appartement et le long du trottoir, des militaires tunisiens étaient en faction, une mitrailleuse entre leurs jambes croisées. J'étais crispée mais je marchais, le ventre noué par la peur. Un d'eux a lâché : « Elle est courageuse ! ». Revenue chez mon amie, nous avons alors fait une réserve d'eau dans la baignoire pour ne pas en manquer.

Les représailles n'avaient pas encore eu lieu en ville. Nous avons passé la journée sur la terrasse de l'immeuble pour essayer de voir ce qui se passait. Je me souviens des avions qui piquaient et des bateaux qui arrivaient sur la mer.

Avec nous, un jeune voisin de 15 ans, qui possédait la longue-vue de son grand-père, ancien marin. Toute la journée, à tour de rôle, nous regardions l'horizon. Nous étions tout près de la grande caserne Japy, magnifique bâtiment mauresque, occupé par les Tunisiens.

Vers 17 heures, nous avons eu l'irruption sur la terrasse de militaires tunisiens, mitrailleuses en joue, et nous, collés contre la barrière. Cette longue-vue avait éveillé des soupçons, laissant entendre que nous étions

armés. Le jeune homme a été emmené au poste de police, accompagné de sa maman qui n'avait pas voulu le laisser partir seul. Avec mon amie, nous n'avions pas été inquiétées mais, en descendant les trois étages de l'immeuble, je n'ai pas senti les escaliers sous mes jambes. En arrivant au rez-de-chaussée, une voisine est venue nous donner de l'alcool de menthe sur un sucre pour nous réconforter.

Le lendemain, les combats sont arrivés en ville. Nous sommes restées enfermées dans une pièce qui n'avait pas d'ouvertures sur la rue et sans possibilité de savoir ce qui se passait. Nous avons attendu dans l'angoisse et dans le bruit des combats. La journée a été longue... Puis, à la nuit tombée, nous avons entendu des soldats qui parlaient français. C'étaient nos sauveurs, la Légion ou les paras, qui « nettoyaient la ville ».

Nous étions loin de nous douter de ce qui se passait, à la caserne Japy. En fait, lorsque les paras sont arrivés dans la cour de la caserne, leur chef, à leur tête, a été descendu d'une balle tirée à bout portant depuis le premier étage du bâtiment. Pris de rage, les paras ont investi les lieux et ont fait sauter les soldats tunisiens du premier étage en les tirant comme des lapins.

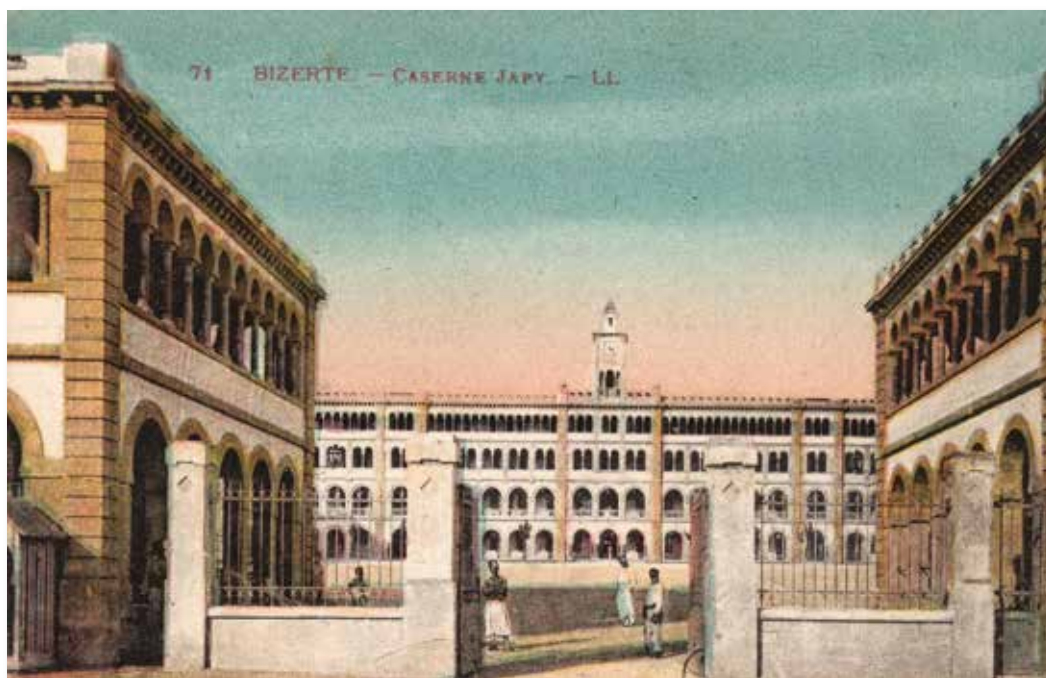
Le lendemain matin, en ouvrant les volets donnant sur la petite ruelle derrière l'immeuble, une balle est passée devant mon visage et je n'ai eu que le temps de faire un brusque mouvement en arrière. Ma dernière heure n'était pas encore arrivée. J'ai appris que le fils d'un capitaine français avait été tué derrière leurs volets.

Petit à petit, nos hommes sont revenus du Fort Kébir, de Sidi Ahmed, et la vie a repris son cours, jusqu'à fin juillet pour le rapatriement des familles. J'ai



Entrée du fort de Bizerte, construit au XVI^e siècle.

© Tab59



La caserne Japy.

pris la mer sur le *Président de Cazalet* avec valises et cartons. Voyage pénible avec une surpopulation à bord du navire.

Je me souviens d'être passée près du Château d'Ilf en arrivant à Marseille. Nous avons été conduits à la caserne du Muy pour manger et récupérer les quelques bagages que nous avons pu emporter. Puis, cela a été la gare Saint-Charles et le train direction le Jura.

Je n'ai pas eu réellement peur durant ces événements mais au retour, j'ai eu une bonne crise de foie et quand un avion passait sur le



Le navire *Président de Cazalet*.

village pour atterrir à Genève, je me mettais à trembler. Cela a duré un bon mois. À l'époque, pas de psychologues à l'arrivée.

Mes parents, enfin soulagés, m'ont vu arriver avec joie. À l'époque, les moyens de communications n'existaient pas comme maintenant. C'était essentiellement le courrier. Les SMS, textos, mails n'existaient pas. Un autre temps.

En août 1962, mon mari étant toujours à Bizerte, je l'ai rejoint sans autorisation de l'armée. Il y avait une quinzaine de jours que j'étais arrivée, pas de chance pour nous, mon mari fut muté à Alger. Je n'ai donc pu rester qu'un mois à Bizerte et, pour la deuxième fois, je suis revenue chez mes parents. Puis, à son retour, au printemps 1963, nous sommes partis en Allemagne, dans le camp de Münsingen, tristement appelé « petite Sibérie », mais pour nous, Jurassiens, le froid n'avait pas d'importance.

Tous ces souvenirs sont toujours bien présents et j'y repense souvent. J'ai eu mon baptême du feu et cela ne peut s'oublier. ■

Marie-Odile Gay

Dans les Balkans avec l'OSCE

Je ne fus pas déployé dans les Balkans dans le cadre de la FORPRONU ni d'une OPEX, mais avec l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) : un an en Bosnie Herzégovine ('Bih) entre 1997 et 1998 et un an au Kosovo (entre 1999 et 2000).

L'essentiel de mes missions était consacré à la mise en place d'élections, leur surveillance et le dépouillement.

Compte tenu du climat de guerre ou post-guerre dans ces territoires, l'OSCE travaillait en pool avec l'ONU, puis l'UE et les contingents militaires assurant le maintien de la paix.

J'ai, de la sorte, été amené à travailler (radio, rapports, demande d'assistance...) en bonne intelligence avec plusieurs armées étrangères et toujours en anglais.

La Bosnie actuelle est divisée politiquement entre deux entités : la Fédération Croate musulmane et la Republika Serbska de Bosnie.

Et, dans les faits trois régions, correspondant aux trois entités :

- la musulmane ;
- la catholique (à l'Ouest, proche de la Croatie) ;

© Jean-François Leloutre



Des bâtiments entre le Mostar musulman et le Mostar croate en avril 1997.



- l'orthodoxe – ou Republika Serbska – au Nord. La capitale fédérale est restée Sarajevo.

La KVM (Kosovo Verification Mission) était une mission déployée par l'OSCE suite à un mandat de l'ONU, pour observer la mise en œuvre d'un cessez-le-feu, convenu entre les belligérants, c'est à dire l'autorité légale serbe et la rébellion Kosovar albanaise.

2 000 observateurs internationaux devaient être déployés en vagues successives, dont 500 Américains, 300 Britanniques (principaux contributeurs au budget), 200 Allemands, 200 Français etc. pour moitié militaires – en civil et sans armes – et pour moitié civils. Je faisais partie des « civils ».

En fait, la mission n'a jamais déployé en totalité l'objectif prévu, les hostilités ayant repris entre les belligérants, la mission a été volontairement avortée. Nous avons été



Évacuation de la « Kosovo Verification Mission », en avril 1999. Passage de la frontière serbe (le Kosovo étant organiquement serbe à l'époque).

exfiltrés de nuit sur Orhid en Macédoine. Puis 60 Français évacués sur Villacoublay, après une semaine de stand-by. Les autres Français, les militaires étaient affectés à Mitrovica.

Pendant ces quelques mois, j'étais à Orahovac, près de Prizren, dans les SO du Kosovo, ville de 6 000 habitants, à 80 % albanophone et 20 % serbophone.

Orahovac dépendait de l'une des cinq régions du Kosovo, celle de Prizren ; sous les ordres d'un général canadien francophone. Nous étions 40 internationaux dont une jeune femme, française. L'ambiance à Orahovac était tendue, avec échanges de tirs pratiquement toutes les nuits entre Serbes et Albanais.

Trente-quatre des internationaux effectuaient des patrouilles quotidiennes le matin à bord de Land Rover de l'armée anglaise (en provenance d'Irlande) avec deux tiers d'internationaux et un interprète. J'ai fait équipe pendant une semaine avec un lieutenant de la RAF (Royal Air Force) et un capitaine des Bersaglieri (Corps de l'armée de terre italienne).

Soit nous suivions l'armée ou la police serbe, afin d'observer leurs déplacements et de rendre compte, soit nous pénétrions à l'intérieur des terres pour rencontrer les



Au nord de Leposavic, en patrouille avec deux soldats luxembourgeois.

« rebelles » albanophones. Nos rapports étaient tendus avec l'autorité serbe et « sympathiques » avec les rebelles albanophones. Or les « rebelles » mentaient, mentaient... constamment !

Au bout d'une semaine, le colonel Bordet, Canadien commandant les 40 internationaux, m'a confié le bureau civil de la mission à Orahovac, consistant à m'occuper des Albanophones, exécutés la nuit par les paramilitaires serbes (sous les ordres directs du ministre de l'Intérieur à Belgrade et du Président Milosevic).

J'ai relevé ainsi huit cadavres avec l'aide d'un policier américain et d'un expert britannique en matière de personnes disparues. J'ai beaucoup appris à leur contact.

J'ai quitté, par la force des choses, le Kosovo début avril 1999. J'y suis revenu en octobre de la même année, jusqu'en juillet 2000, M. Kouchner étant le représentant du Secrétaire Général des Nations Unies. J'étais déployé dans la seule région serbophone au Nord, afin de préparer les futures élections municipales sous le contrôle de l'OSCE. ■

Jean-François Leloutre



En raison de l'épidémie de Coronavirus, le domaine de la Grande-Garenne est fermé au public par mesure de sécurité.

Toute l'équipe sera heureuse de vous accueillir de nouveau, dès que les mesures de confinement seront terminées.

Prenez soin de vous !

Venez vous détendre au cœur
de la Sologne
au tarif adhérent !

Tél. : 02 48 52 64 00

Couple

Pension complète

105 €

Individuel

Pension complète

61 €

**VEUVE
ONAC**
Pension complète
47 €



1914 1918

© Lderedon



Stéphane de Bissy, officier français, entouré de trois mécaniciens devant son Caudron G. 3 dans le nord de la France fin 1914 / début 1915.

© Bundesarchiv_Bild_146-1971-083-01



L'exode des Français avec leurs biens, empilés dans les voitures, le 19 juin 1940 à Gien (France).

© Conseil Régional de Basse-Normandie / National Archives Canada



Soldats canadiens à Juno Beach.

© Pvt. J. E. Gibbon, U.S. Army



Un Hannover CL. III allemand abattu le 4 octobre 1918 par une mitrailleuse américaine en Argonne (image restaurée).

1939 1945

© Domaine public



La place de la vieille ville (côté Zakrzewski) à Varsovie en août 1944, pendant la lutte des Polonais contre l'Allemagne. La photographie couleur unique Agfacolor (invention de 1936) est l'une des 31 photographies prises par le caporal Ewa Faryaszewska, lors de l'insurrection de Varsovie. Cette photographie n'a pas été colorée. La collection originale se trouve au Musée de Varsovie

INDOCHINE

© US Navy/Domaine public



Des réfugiés vietnamiens embarquent à bord du LST 516 pour leur voyage de Haiphong à Saigon, pendant l'opération *Passage to Freedom*, en octobre 1954. À la fin de l'opération, la Marine américaine a pu évacuer plus de 293 000 immigrants, véhicules et cargaisons.

© Greudin



Une allée de l'ossuaire au mémorial de la guerre d'Indochine, Fréjus.

GUERRE DU GOLFE

© Gouvernement américain/Domaine public



Équipe de mortier MO 120 RT du 2^e Régiment Étranger d'Infanterie lors de l'opération Daguet.

© Gouvernement américain/Domaine public



Vue aérienne d'un groupe multinational d'avions de chasse. De gauche à droite : un *Mirage F-1C* français, un *Mirage F-1* qatari, un *F-16C Fighting Falcon* de la 401st *Tactical Fighter Wing* de l'US Air Force, un *Alpha Jet* qatari et un *CF / A-18A Hornet* canadien.

Note à l'attention des présidents

Nous rappelons aux présidents de nos groupements qu'ils ne bénéficient que d'une seule parution par an dans la revue ; le texte étant limité à **1 200 caractères espaces compris** et une photo de bonne qualité (imprimée sur papier photo brillant ou en haute résolution). Les photos sur papier simple ou de mauvaise qualité ne pourront pas être exploitées. Une parution supplémentaire est possible pour rendre hommage à un président de groupement disparu. Par ailleurs, les parutions sur notre site internet sont illimitées (textes de 4 000 caractères et quatre photos), la nouvelle parution venant remplacer l'ancienne.

Par courrier postal comme par courrier électronique, les documents doivent être adressés à la rédaction de *La Charte* (lacharte@maginot.asso.fr), accompagnés d'une demande explicite de parution contenant l'accord du président du groupement.

Les comptes rendus des assemblées générales sont à adresser directement au secrétariat général.

Nous remercions nos présidents de bien vouloir se conformer à ces quelques règles qui faciliteront la transmission et la parution des documents.

Les présidents, vice-présidents et secrétaires généraux qui ont une adresse email peuvent la communiquer à la rédaction de *La Charte* : lacharte@maginot.asso.fr

GR 243

SECTION FÉDÉRALE ANDRÉ-MAGINOT DU TARN

Président : M. Jacques Bastié
Adresse : 75 allées Corbières –
81100 Castres

Le 7 mars dernier a eu lieu notre assemblée générale 2020, clôturant ainsi l'exercice précédent, qui avait débuté le 2 mars 2019 et au cours duquel l'association a notamment participé à toutes les manifestations patriotiques organisées dans le département et tout particulièrement celle du 5 décembre.

Auparavant, le 15 septembre, avait eu lieu la journée de l'amitié qui s'est déroulée dans le village de Cahuzac-sur-Vère, en présence de plus de 200 personnes, du maire M. Bonnet et de la députée Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas.



Après l'office religieux, ce sont 30 porte-drapeaux qui se rassemblèrent autour du monument aux Morts, où eurent lieu dépôt de gerbe, minute de silence, chant de *La Marseillaise* a capella accompagné par le

trompettiste Gérard Dupuy.

À l'issue de cette manifestation, tous se rendirent à la salle des fêtes, où fut servi l'apéritif traditionnel offert par la mairie. Un excellent repas, concocté par le traiteur *Le Colombier* de Gaillac, fut servi aux 150 convives.

Au cours de l'après midi, tous se séparèrent, satisfaits de l'excellente journée passée dans le nord du département.

Jacques Bastié
Président

ERRATUM

GR 114

ASSOCIATION NATIONALE
DES PUPILLES DE LA NATION
ET ORPHELINS DE GUERRE
OU DU DEVOIR

Président : M. André Lecoq

Adresse : La Tourtonnière
61310 Courmeil



Une erreur s'est glissée dans *La Charte 1 2020*, page 43. La photo publiée au Gr 114 était erronée. Voici celle qu'il fallait voir avec le compte rendu de l'assemblée générale.

Merci au président du Gr 55, M. Pianetti, dont la photo a été attribuée au Gr 114, de nous avoir signalée cette erreur.

Invalides de guerre : Gratuité et tarifs réduits dans les transports franciliens

Les titulaires de cartes d'invalidité ONAC peuvent bénéficier soit de la gratuité, soit de billets à tarif réduit sur tout ou partie des réseaux franciliens. Leur accompagnateur peut, lui aussi, dans certains cas bénéficier de ces avantages tarifaires.

Pour accéder aux réseaux, les titulaires de cartes ONAC franciliens, bénéficiaires de la gratuité, doivent se procurer un coupon magnétique (pour eux-mêmes et leur accompagnateur) dans les gares parisiennes ou auprès du Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris (CASVP).

Les accompagnateurs des titulaires de la carte ONAC ne résidant pas en Île-de-France doivent, quant à eux, demander une contremarque aux guichets des transporteurs pour accéder aux réseaux sur lesquels ils sont autorisés à voyager gratuitement.

En cas de contrôle, le titulaire de la carte d'invalidité ONAC doit présenter sa carte pour justifier de son droit à réduction et de celui de son accompagnateur le cas échéant.

Source: <http://navigo.fr>

	Franciliens		Non Franciliens	
	Titulaire de la carte	Accompagnateur	Titulaire de la carte	Accompagnateur
Carte ONAC Double barre bleue Invalidité nécessitant la présence d'une tierce personne	Gratuité sur tous les réseaux franciliens (RATP, SNCF, lignes exploitées par les opérateurs privés)		Réduction de 50 % sur le réseau RATP et de 75 % sur le réseau SNCF Transilien	Réduction de 50 % sur le réseau RATP et gratuité sur le réseau SNCF Transilien
Carte ONAC Double barre rouge Taux d'invalidité ≥ 85 % ou ≥ 60 % avec le statut de mutilé de guerre			Réduction de 50 % sur le réseau RATP et de 75 % sur le réseau SNCF Transilien	
Carte ONAC Simple barre rouge Taux d'invalidité ≥ 50 %	Gratuité sur tous les réseaux franciliens	X	Réduction de 50 % sur le réseau RATP et de 75 % sur le réseau SNCF Transilien	X
Carte ONAC Simple barre bleue Taux d'invalidité de 25 à 45%	Réduction de 50 % sur tous les réseaux franciliens (tickets et billets)	X	Réduction de 50 % sur le réseau RATP et de 75 % sur le réseau SNCF Transilien	X

Que faire pendant le confinement ?

Durant cette période de confinement, nombreux sont ceux qui ont mis leurs ressources en ligne à disposition d'autrui, souvent gratuitement. La science, les musées ou les grottes exceptionnelles, le sport, la cuisine ou encore les activités pour enfants sont à découvrir en ligne.

Pour découvrir les plus belles grottes du monde, de Lascaux en Dordogne à *Han Soon Dong* au Viet-



nam, en passant par *Edakkal Caves* en Inde, *La Cueva de las Manos* en Argentine ou encore la grotte Chauvet en Ardèche, c'est sur ce site Internet qu'il faut se rendre : <https://quefaire.paris.fr/104661/les-plus-belles-grottes-du-monde-mieux-que-si-vous-y-etiez>

Pour les visites virtuelles de musées du monde entier, plusieurs sites proposent une liste non exhaustive : <https://outilstice.com/2020/03/visites-virtuelles-musees/#gs.5vzisl> ou encore : <https://www.timeout.fr/paris/art/les-meilleures-visites-virtuelles-a-faire-pendant-le-confinement>

Pour les sciences ou la culture en général : <https://quefaire.paris.fr/104573/un-peu-de-science-dans-votre-confinement>

Et pour les enfants, de nombreuses applications et des sites dédiés pour des activités selon leur âge comme sur bayard-jeunesse.com ou <https://www.teteamodeler.com/jeux/jeux-pour-les-enfants/50-activites-a-faire-avec-les-enfants>

NOTA : Au moment où nous écrivons ces lignes, les liens vers ces sites sont encore valables. Peut-être ne le seront-ils plus à réception de ce numéro !

Recherche

Je recherche le livre « Un pion dans la tourmente - Journal d'un prisonnier de guerre », paru chez Edilivre en avril 2013, auteur Jean René.

Gilbert Cotte rue du stade 57580 Rémilly
Tél. : 03 87 64 61 07

Recherche des camarades de la section 61/A de la 2^e C^{ie} de la Compagnie Vialard du camp Lecoq de Fréjus fin 1972, dont le chef de section adjoint Aldo Giovani, l'adjoint sergent-chef Tiahu, ainsi que Savaranin, Ramane, Darnault, Charbonnier, Coquillard, Contou, Havas, Leclerc, Bourdon, Copin, Bonnet, Abdulkader, Menar, Bodinier, Robistchung, Leriche, Guison, et Gouin.

M. Bâiraguy.
Tél. : 06 67 03 82 89

Ancien tringlot, recherche des écussons de bras (losanges) des unités du Train en AFN (Algérie, Sahara, Maroc et Tunisie).

Jean-Claude Mourot
22, Boulevard Dauphin Louis
71600 Paray-le-Monial
Tél. : 06 77 42 06 99
mourot.jc@free.fr

Recherche documents et photos du 35^e Goums, basé à Brichka au Maroc en 1943/1946.

Jean-Michel Carré
jean-michel.carre@orange.fr
Tél. : 06 03 70 53 70



Le Hunley au musée de Charleston